



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-2-1/2025-2-15]

Publicación quincenal

Samedi 1^{er} février

L'Unicef veut mobiliser 22 millions de dollars pour venir en aide à près de 300 000 enfants en détresse dans l'Est de la RDC. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance alerte sur les conditions de vie difficiles dans les camps de déplacés qui fuient les combats entre l'armée congolaise et les rebelles du M23, un groupe armé soutenu par le Rwanda. La promiscuité et l'insalubrité exposent les enfants à des maladies comme le choléra, la rougeole et la variole. L'agence onusienne souligne également que l'accès aux soins est limité. La peur des affrontements et la surcharge des structures de santé poussent de nombreux parents à hésiter avant d'emmener leurs enfants à l'hôpital. « Les populations civiles, épuisées par les événements traumatisants, souffrent de la faim et de la soif. Privées d'eau, d'électricité et d'internet, se réfugient où elles le peuvent pour échapper aux violences. »

Est de la RDC: la crise humanitaire et les violations des droits humains «s'aggravent», dit l'ONU. La crise humanitaire et les violations des droits humains « s'aggravent » à mesure que « les hostilités s'étendent » dans l'est de la RDC. Le porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies, Jeremy Laurence, est revenu sur les exactions qui ont pu être documentées ces derniers jours dans la région : « Depuis le début du conflit, des bombes ont touché au moins deux camps de déplacés, faisant des blessés parmi les civils. Nous avons aussi documenté l'exécution sommaire d'au moins douze personnes par le M23. Ceux-ci ont occupé des écoles et des hôpitaux dans certaines zones en forçant la population civile à se battre ou à travailler ». « *Prolifération des armes* ». « La prolifération des armes actuellement à Goma exacerbé les risques de violences et d'abus », toujours selon Jeremy Laurence. « Les autorités congolaises, ont aussi rapporté qu'au moins 165 femmes ont été violées par des prisonniers au cours de l'évasion de 4 000 d'entre eux de la prison de Goma. » Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme appelle « à la fin des violences » et « au respect du droit international. » De son côté, Tarik Jasarevic de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est revenu sur la situation sanitaire dans la capitale provinciale du Nord-Kivu ce vendredi 31 janvier : «Les hôpitaux sont saturés et font face à un afflux de blessés. Entre dimanche 26 et ce jeudi 30 janvier, on a dénombré au moins 2 880 blessés, la plupart par des tirs ou par des éclats d'obus. » *Le « bilan va très certainement s'alourdir »* Au moins 700 personnes ont été tuées et plus de 2 800 ont été blessées lors des combats dans la ville de Goma entre le dimanche 26 et le jeudi 30 janvier selon un décompte des Nations unies. « Nos collègues ont vu des corps sans vie dans les rues, dont certains semblent être des civils, dit-il encore. Ce bilan va très certainement s'alourdir, à mesure que la violence s'estompe. Nous allons pouvoir accéder à plus d'endroits et sans doute avoir un meilleur accès aux communications dans les prochains jours. » « Les personnels de santé, les infirmiers, les chirurgiens, les anesthésistes, travaillent jour et nuit depuis six jours maintenant, pour tenter de faire face à cette crise. Ils manquent de matériel de première nécessité et il y a de gros besoins. L'OMS explore toutes les alternatives pour tenter d'acheminer plus de matériel dès que possible. Nous nous préparons aussi à des besoins croissants dans le Sud-Kivu ». **(RFI)**

Effort de guerre : Felix Tshisekedi exige une réduction de train de vie des institutions publiques. Le chef de l'Etat a insisté sur l'objectif de ce geste patriotique qui est de dégager des économies qui permettront d'octroyer une prime exceptionnelle aux militaires, policiers et aux patriotes volontaires Wazalendo engagés dans le combat contre le M23 dans la partie Est de la RDC. Cette action leur permettra d'améliorer leur pouvoir d'achat et l'accès aux soins de santé améliorés. Felix Tshisekedi a par ailleurs souligné la nécessité du renforcement en équipements pour ces compatriotes au front. Par ailleurs, toutes les missions et évacuations sanitaires non essentielles à l'étranger doivent être suspendues. Il en est de même pour toutes subventions non essentielles à accorder à certains organismes publics ainsi que d'autres acquisitions pour les institutions publiques, judiciaires et assimilés, doivent également être suspendues, a encore indiqué le ministre. Doivent être également suspendues pour une durée de 12 mois, les augmentations salariales, les corrections de grades et la mécanisation des agents publics de l'Etat outre que les militaires et les policiers.

Ituri : environ 1 200 ex-miliciens adhèrent au PDDRCS à Mabanga, territoire de Djugu. Ces démobilisés se disent lassés de la guerre et se sont engagés pour la promotion de la paix et du développement de leurs entités respectives. Ils ont exprimé leur joie de retrouver leurs familles et de reprendre leurs anciennes activités : agriculture, élevage, exploitation de l'or en attendant leur réinsertion sociale. Le coordonnateur national du PDDRCS, les a rassuré de la détermination du Gouvernement de les accompagner jusqu'à la fin du processus pour une paix durable en Uturi.

Est de la RDC: des réserves d'aide alimentaire et de médicaments vandalisées et pillées à Goma. Des détritus calcinés jonchent le sol, les portes ont été arrachées et les réserves de médicaments entièrement vidées.... L'entrepôt de l'ONG Handicap International ressemble à une coquille vide. À l'intérieur, des jeunes se bousculent pour arracher quelques bouts de métal à la structure éventrée. Plusieurs commerces ont aussi été la cible de pillages à Goma et un entrepôt du Programme alimentaire mondial (PAM) a également été vidé.

AFC/M23 à Goma : la CNDH alerte sur les violations des droits de l'homme et appelle la population à la dénonciation. La Commission nationale des droits de l'homme pointe du doigt l'agression rwandaise, qui a provoqué un afflux massif de déplacés internes ainsi que de graves violations des droits humains. Les bombardements des sites densément peuplés à Minova, Saké et Goma ont causé de nombreuses pertes en vies humaines, notamment parmi les femmes, les enfants et les personnes vulnérables. Elle condamne également l'attaque à la bombe de l'hôpital Charité Maternelle à Goma, où plusieurs nouveau-nés ont perdu la vie. Elle rappelle que de tels actes constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. L'institution exhorte la communauté internationale à prendre des mesures fermes contre les auteurs de ces violations des droits de l'homme au Nord et au Sud-Kivu. Elle exige aussi l'ouverture d'un couloir humanitaire pour venir en aide aux sinistrés. Le conflit en cours au Nord et au Sud-Kivu a provoqué le déplacement de plus de 400 000 personnes, majoritairement des femmes et des enfants, entraînant une saturation des sites de déplacés à Goma. (**Actualité.CD**)

Dimanche 2 février.

Guerre d'agression : 773 morts et 2880 blessés en 4 jours à Goma. Le ministre de la Santé a précisé que ces chiffres ne sont pas exhaustifs parce que d'autres décès n'ont pas été signalés et d'autres blessés n'ont pas pu atteindre les structures hospitalières. Les chiffres devraient augmenter à mesure que davantage d'informations seront disponibles ».

Le Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre d'Addis Abeba appelle à des sanctions contre le Rwanda. Il réclame des sanctions notamment pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis sur le sol congolais du 26 au 29 janvier 2025 à Goma, souligne le communiqué. Dans ce document, le professeur Ntumba Lwaba dénonce le carnage et le massacre inqualifiables, la poursuite d'assassinats ciblés, les coupures d'eau et d'électricité avec des conséquences sanitaires incommensurables, le bombardement des hôpitaux et des camps de déplacés et les exécutions sommaires. C'est dans ce cadre qu'il lance cette interpellation à l'égard des organisations régionales et sous-régionales engagées dans la résolution et pacification basées dans les états de la région des Grands Lacs ainsi que leurs animateurs. Le Rwanda a ignoré et piétiné tous les engagements des États de la région au titre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, notamment le respect de l'intégrité territoriale et la non-ingérence dans les affaires internes des pays voisins, accuse Ntumba Lwaba.

L'armée ougandaise renforce sa présence à Lubero. Le porte-parole des opérations militaires dans le grand Nord-Kivu, précise que les militaires des armées congolaise et ougandaise sont déployés dans les territoires de Beni et de Lubero au Nord-Kivu, mais également à Mambasa et à Irumu dans la province de l'Ituri. Faisant suite au renforcement de l'armée ougandaise en territoire de Lubero qui a créé une psychose au sein de la population civile, le porte-parole des opérations militaires dans le grand Nord Kivu, précise que la présence des UPDF dans le territoire de Lubero est justifiée par la poursuite des opérations militaires conjointes lancées depuis le 30 novembre 2021, contre les rebelles des ADF. C'est à ce titre, que les militaires des armées congolaise et ougandaise sont déployés dans les territoires de Beni et de Lubero au Nord-Kivu, ainsi qu'à Mambasa et Irumu dans la province de l'Ituri.

Au moins 1322 morts et 103 disparus à la suite d'exactions des ADF en 2024 à Mambasa. L'ONG Convention pour le respect des droits de l'homme mentionne des dégâts matériels importants dont l'incendie d'une trentaine de maisons et fait également part des pillages des biens et des produits de champs appartenant aux habitants qui ont trouvé refuge ailleurs, et dont la situation humanitaire reste précaire. L'ONG demande au Gouvernement de démanteler ce groupe armé du territoire de Mambasa et d'y rétablir l'autorité de l'Etat, afin de mettre fin aux violations des droits de l'homme, perpétrés notamment par des services de sécurité et autres hommes armés non identifiés.

Les rebelles du M23 accusés de pillage des entreprises publiques à Goma. Les rebelles ont pillé samedi le bureau du Fonds de promotion de l'Industrie (FPI), où ils ont emporté une camionnette et le coffre-fort. Ils ont également emporté deux véhicules Land Cruiser de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Beaucoup de responsables des entreprises publiques vivent en cachette. Ils "ne peuvent même pas sortir de leurs cachettes de peur qu'ils soient tués lâchement comme on a tué plusieurs". Dans un communiqué publié samedi 1er février, la Commission électorale nationale indépendante a aussi dénoncé le pillage de son siège et de ses entrepôts contenant des kits électoraux.

Les activités reprennent à Goma après plusieurs jours de paralysie. Ce week-end par exemple, quelques détonations d'armes sporadiques ont été entendues seulement dans la partie nord de la ville, où il y aurait encore quelques poches de résistance. La journée de samedi dernier a été marquée par des travaux communautaires, dits "Salongo". La population s'était mobilisée pour nettoyer "la ville, qui était déjà sale. Au centre-ville, on a constaté par exemple beaucoup de traces de balles, résultat du pillage". Certains opérateurs économiques commencent à réparer tout ce qui a été saccagé, comme les portes métalliques. Ce dimanche les églises, certaines bien sûr ont repris et le mouvement est devenue plus ou moins normal. Et nous espérons que ça sera pareil le lundi.

Vaste opération de recrutement de volontaires à Bukavu, au Sud-Kivu. Alors que la menace du M23 pèse sur le Sud-Kivu, des milliers de jeunes hommes et des femmes s'enrôlent aux côtés de l'armée congolaise. Un vaste mouvement de recrutement de volontaires a été lancé à Bukavu et dans plusieurs zones du Sud-Kivu. La période que va durer la formation des volontaires reste inconnue. Ces derniers disent vouloir être prêts à temps pour barrer la route au M23.

Un haut gradé des FARDC tué dans les combats contre les RDF et le M23, annonce l'armée. Le colonel Rugabisha Alexis, commandant de la 12^e brigade des Fardc, a été tué au combat contre l'armée rwandaise et ses alliés du Mouvement du 23 Mars (M23) dans le territoire de Kalehe, au Sud-Kivu. Le colonel Rugabisha est tombé "armes à la main" après avoir conduit une contre-offensive qui a repoussé les rebelles du M23 de Nyabibwe jusqu'aux environs de Minova.

Est de la RDC: dans la périphérie de Goma, des sites de déplacés désormais vides. C'est notamment le cas à Kanyaruchinya. Il y a encore quelques jours, des dizaines de milliers de personnes s'entassaient dans les camps de Bushagala et de Kanyaruchinya. Soixante-huit mille ménages, soit entre 300 000 et 400 000 personnes, y avaient trouvé refuge dans des conditions plus que précaires. Après l'arrivée du M23, la majorité des personnes déplacées ont regagné leurs maisons, probablement dans le territoire de Rutshuru. Une autre personne, qui s'était réfugiée sur un site de déplacés, nous a dit être encore hésitante. Une situation qui est également visible dans les sites situés à l'ouest de la ville. D'après certains déplacés, le M23 aurait mis à disposition des camions pour les personnes souhaitant volontairement retourner chez elles.

Lundi 3 février.

Isangi : 5 associations paysannes bénéficient des unités de transformation agricole à Yangambi. Cet appui du Fonds des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), s'inscrit dans le cadre du projet Formation, recherche et environnement dans la Tshopo que finance l'Union européenne et mis en œuvre par le CIFOR-ICRAF. Cette dotation du FAO répond à un réel défi auquel ces paysans étaient confrontés au sujet de la transformation de leurs récoltes, en l'occurrence les maïs et les manioc. Ces agriculteurs ont ainsi adhéré aux bonnes pratiques agricoles vulgarisées par le CIFOR-ICRAF et enregistrent actuellement des récoltes à meilleur rendement que jadis. Cependant, ils sont obligés de se rendre à Kisangani pour faire moudre leurs produits faute d'unités de transformation à Yangambi. Ces associations comptent plus de 200 paysans et cultivent 500 ha de champs agricoles par an. « Nous sommes convaincus que ces unités de transformation mixtes de maïs et manioc vont permettre aux agriculteurs du paysage d'améliorer leur revenu et stimuler encore davantage la production agricole, gage de la sécurité alimentaire ». Des formations, notamment sur l'utilisation de ces unités de transformation et sa maintenance sont prévues dans les prochains jours en vue de garantir son appropriation.

A Bukavu, les habitants font des provisions de nourriture. En RDC, les habitants de Bukavu sont inquiets, alors que des combats ont été enregistrés dans le Sud-Kivu ces derniers jours. Ces derniers temps, la ville recense aussi l'arrivée

de déplacés en provenance des villages de la zone de Kalehe, au nord de la ville, ainsi que des déplacés de Goma, qui passent par le Rwanda et traversent la frontière jusqu'à Bukavu. La situation pousse certains habitants à prendre des dispositions.

À cause de la guerre, Bukavu est privée des denrées alimentaires en provenance du Nord-Kivu, en RDC. Conséquence : les prix commencent à monter. Dans son message à la société civile, le gouverneur du Sud-Kivu, a exhorté les habitants à rester unis et à lutter contre la peur. Il appelle les Congolais à ne pas reproduire les erreurs du passé.

Près de 170 morts : bilan de l'évasion massive à la prison centrale de Munzenze (Goma) a révélé à Radio Okapi une source pénitentiaire ce lundi 2 février. Profitant de l'entrée des rebelles du M23 dans la ville de Goma, les prisonniers avaient organisé une évasion massive. Pour couvrir leur fuite, ils avaient mis le feu à une grande partie de la prison. Ce geste a eu des conséquences dramatiques : au moins 141 femmes incarcérées ont péri dans l'incendie, ainsi que 28 enfants en bas âge qui accompagnaient leurs mères en détention. D'autres détenus ont été tués par balles lorsque les gardiens tentaient de contenir l'évasion, précise l'un des responsables de la maison carcérale. Une semaine après ces événements, la prison de Munzenze est totalement vide. Les gardiens ont déserté les lieux, et aucun détenu n'y est resté. Avant cet incident, la prison centrale de Munzenze abritait environ 4 400 détenus, bien au-delà de sa capacité d'accueil.

Après la prise de Goma, inquiétants redéploiements du M23 à Lubero. Des habitants de Kirumba, principal carrefour commercial de Lubero-Sud rapportent que depuis samedi matin, des colonnes de véhicules transportant des combattants ont traversé Kirumba en direction d'Alimbongo, actuelle ligne de front avancée dans le Lubero. D'autres combattants étaient piétons. Un redéploiement qui a suscité la panique dans le chef des habitants qui craignent l'intensification imminente des hostilités sur ce front au point mort depuis quelques semaines. **Butembo une cible à haut risque ?** Depuis l'entrée du M23 dans le territoire de Lubero, Butembo a organisé deux marches à pieds, le premier jusqu'à Musienene (19 km), et la seconde jusqu'à Lubero-centre (45 km) pour témoigner son soutien à l'armée congolaise et s'opposer explicitement à l'arrivée des rebelles dans cette zone. Certes, un signal au mouvement que personne ne sait arrêter jusque-là. En plus, contrairement à Goma, Masisi et Rutshuru qui habitent les Rwandophones, à Lubero-Butembo-Beni, zone habitée majoritairement par les Nandes toujours hostiles à l'expansion rwandaise. L'entrée des rebelles soutenus par le Rwanda dans cette zone expose la région à des incidents vécus au début des années 2000 où des milices attaquaient régulièrement les positions des ougandais et repartaient aussitôt, exposant les habitants aux représailles. Le Grand-Nord demeure donc un verrou stratégique pour contrer l'avancée d'un mouvement qui est loin de s'arrêter là, comme l'a prévenu le diplomate rwandais Vincent Karega. Un verrou stratégique qui peut l'empêcher d'atteindre Tshopo, les Uélés, fief d'origine de Corneille Naanga ou encore l'Ituri où les M23 bénéficient déjà d'un allié de taille, Thomas Lubanga, comme souligne un rapport d'experts des Nations unies. Des terrains où les rebelles pourraient mobiliser facilement se servant des origines de Naanga et de Lubanga d'une part, ou en fractionnant l'opinion locale de l'Ituri surtout, en opposant les Lendu aux Hema qu'ils prétendent venir sauver de l'activisme des miliciens Lendu de Codeco, à en croire le point 5 de leur communiqué du 22 janvier dernier, d'autre part. (**Actualité.CD**)

Au moins 20 corps des victimes de la guerre retrouvés au territoire de Nyirangongo. Depuis quelques jours, des recherches sont organisées dans et autour de la ville de Goma pour retrouver les corps de personnes qui ont péri dans les combats qui ont opposé ces derniers jours les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, à l'armée congolaise.

Une semaine après son occupation par le M23, la situation demeure critique à Goma. Entre pénuries, paralysie des activités et insécurité les habitants vivent dans l'angoisse, pris au piège d'une ville transformée en zone de conflit. Cette occupation prolongée aggrave la crise humanitaire, économique et sécuritaire. La peur et l'incertitude restent de mise chez les habitants, les obligeant à cohabiter avec la présence des rebelles. Goma, qui abritait plus de trois millions de déplacés, a vu bon nombre d'entre eux fuir vers les localités voisines ou tenter de rejoindre le Rwanda. Ces derniers se sont dispersés après les combats qui ont exposé leurs sites d'hébergement. Ceux qui restent doivent faire face à de graves pénuries alimentaires et à une flambée des prix des produits de première nécessité. Les pillages se multiplient, rendant la situation encore plus critique. L'aéroport international de Goma, les écoles, les institutions universitaires et services publics restent fermés. Malgré la tentative des rebelles d'imposer une administration, la ville est à l'arrêt. Des infrastructures essentielles ont été touchées : les coupures d'eau et d'électricité compliquent le quotidien des habitants, tandis que certains hôpitaux fonctionnent au ralenti, faute de médicaments et de personnel, disent plusieurs sources.

L'Afrique du Sud "ne relâchera pas son soutien" à la RDC. Selon le président sud-africain, la mission des soldats de son pays ne prendra fin qu'en fonction de la mise en œuvre de diverses mesures de confiance et lorsque le cessez-le-feu appelé par son pays prendra racine. Plusieurs voix en Afrique du Sud souhaitent une situation différente pour les soldats envoyés en RDC. Le président du parti de gauche radicale EFF, a réitéré ses critiques à l'intervention jugeant le déploiement "irresponsable et injustifiable". Il réclame le retrait des troupes sud-africaines, afin d'assurer leur sécurité. L'Alliance démocratique, 2^{ème} formation du pays, a demandé un débat parlementaire urgent pour répondre à la question.

Mardi 4 janvier.

OCHA note l'intensification des violences dans la province du Nord-Kivu (rapport). Selon le rapport, publié le 3 février par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, au moins 900 personnes ont été tuées et environ 2 880 blessées lors des affrontements. De nombreux corps jonchent encore les rues de Goma, augmentant le risque de propagation de la mpox (variole du singe) dans la ville. Cette situation sanitaire critique inquiète les autorités et les organisations humanitaires. Dans le territoire de Nyiragongo, la quasi-totalité des sites de déplacés situés sur l'axe Kanyaruchinya ont été détruits et vidés de leurs occupants. Les installations d'eau, les latrines et les structures de santé ont également été ravagées. Les déplacés qui s'étaient réfugiés à Goma, ont commencé à retourner dans leurs localités d'origine sur l'axe Kibumba – Rutshuru, malgré les risques pour leur sécurité. Le rapport signale une augmentation des actes de criminalité à Goma. Le 1^{er} février, plusieurs cas de pillages ont été rapportés, notamment le vol de véhicules appartenant à la Division provinciale de la Santé (DPS) et une ONG partenaire du HCR. Des éléments armés auraient également profité du chaos pour perpétrer des pillages et des viols dans les quartiers de Majengo, Virunga, Birere, ainsi qu'autour de l'aéroport et du rond-point Instigo. Plusieurs entrepôts d'organisations humanitaires, notamment ceux du PAM, du CICR, de MSF, du HCR et de l'OMS, ont été pillés. Les ONG Medair, Concern, Action Contre la Faim et Oxfam ont également été ciblées les 28 et 29 janvier. Malgré les tensions, les activités économiques reprennent progressivement dans plusieurs quartiers de Goma. Les commerces et boutiques pillés ont commencé à nettoyer les déchets et à évaluer les dégâts. Cependant, les écoles et universités restent fermées, et l'accès à internet demeure coupé. La réouverture de la frontière de la Grande Barrière avec Rubavu, au Rwanda, facilite les mouvements de population. La situation reste critique pour les populations locales, qui continuent de subir les conséquences des violences.

Jean-Pierre Bemba mobilise les jeunes de Kisangani pour un enrôlement massif au sein de l'armée. Jean-Pierre Bemba, président du parti Mouvement pour la libération du Congo (MLC) continue sa tournée nationale de mobilisation des jeunes à un enrôlement massif au sein de l'armée congolaise. « Si nous ne voulons pas vivre dans l'esclavage dans notre propre pays, nous devons nous battre jusqu'au sacrifice suprême pour gagner cette guerre », a insisté le ministre des Transports et voies de communication, dans son meeting de mobilisation tenu à l'esplanade de la poste. A Kisangani, de nombreux jeunes ont manifesté leur désir à défendre leur patrie jusqu'au sacrifice suprême.

La CENCO et l'ECC proposent au chef de l'Etat un projet de sortie de crise sécuritaire dans l'Est. « Nous sommes troublés comme pasteurs par la situation que vivent actuellement nos frères et sœurs dans l'Est du pays. Nous n'arrivons pas à comprendre ce que ces gens ont fait pour mériter un traitement aussi indigne de l'être humain et qui dure depuis trois décennies », a déploré le cardinal Ambongo. Le pasteur Eric Nsenga a indiqué pour sa part que leur initiative vise à aboutir à la création d'un consensus national autour de l'agression de la RDC : « Les deux églises ont estimé qu'il est important d'amener des propositions concrètes susceptibles de créer un consensus national. Nous avons aimé les deux mots clés nous rappelés par le Chef de l'État : il nous faut la cohésion nationale et il nous faut la compréhension commune sur les défis qui pèsent sur le destin de notre pays ». Mgr Nshole, Secrétaire général de la Cenco a par ailleurs rassuré l'opinion sur ce que d'aucuns considèrent comme « silence » de l'église sur la guerre de l'Est, expliquant que l'église mène un travail de fond sur la situation actuelle du pays. L'agenda de la Cenco-ECC prévoit également la rencontre avec d'autres acteurs du pays pour le même exercice. Ce projet a pour finalité de renforcer la cohésion nationale dans le pays.

Bruno Lemarquis appelle à la mutualisation des efforts pour la réouverture urgente de l'aéroport de Goma. Pour le coordonnateur humanitaire en RDC, le chef-lieu du Nord-Kivu fait face à une urgence humanitaire : « De très sont toujours privés d'assistance vitale », précise-t-il, ajoutant que « l'aéroport de Goma est une ligne de vie. Sans lui, l'évacuation des blessés graves, l'acheminement des fournitures médicales et la réception des renforts humanitaires sont paralysés ». Il appelle toutes les parties à prendre leurs responsabilités. « L'urgence est absolue. Tous les acteurs concernés doivent agir sans délai pour permettre aux vols humanitaires de reprendre leurs opérations et garantir l'accès aux secours. La survie de milliers de personnes en dépend », a déclaré Bruno Lemarquis.

Conflit dans l'est de la RDC: le Kenya annonce un sommet conjoint de l'EAC et de la SADC samedi en Tanzanie. Les choses n'ont pas tardé à se concrétiser après l'offensive du M23 - appuyé par le Rwanda - sur Goma, la capitale du Nord-Kivu, la semaine dernière, et de récents combats au Sud-Kivu, dans l'est de la RDC. Dans un communiqué rendu public le 3 février, le président kényan William Ruto, qui est également le président en exercice de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC), a annoncé la tenue d'un sommet conjoint avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) les 7 et 8 février, à Dar es Salaam, en Tanzanie. *Objectif de ce sommet extraordinaire ?* Tenter de «renouer avec la diplomatie et parvenir à mettre fin à la spirale des affrontements » dans l'est de la RDC, reprend ce dernier. Une perspective qui nécessite toutefois que l'EAC et la SADC accordent leurs violons, ce qui n'est pas vraiment le cas actuellement. L'EAC prône, en effet, des négociations directes entre le gouvernement congolais et le M23 dont Félix Tshisekedi, le président congolais, ne veut jusqu'à présent pas entendre parler, ce qui l'a conduit à remplacer la force d'interposition de l'EAC en RDC par celle de la SADC qui s'est, elle, alignée sur Kinshasa lors de son

dernier sommet, demandant au Rwanda de se retirer du territoire congolais. « Il ne faut donc pas avoir trop d'attentes », prévient l'analyste pour qui la tenue de ce sommet avec tous les participants annoncés - à savoir les présidents sud-africain, ougandais, somalien mais aussi surtout rwandais et congolais - serait déjà, en soi, « un succès diplomatique ». (RFI)

Goma de nouveau approvisionnée en produits vivriers. « Les routes sont de nouveau ouvertes, la nourriture peut provenir de Minova, Masisi, Rutshuru,... et entrer en grande quantité dans la ville. Mais même si c'est moins cher, si on n'a pas d'argent, cela ne sert à rien. Cela, par ce que les banques sont fermées, les opérateurs de portemonnaie électronique, qui travaillent aussi avec les banques, ne fonctionnent pas. Plusieurs services ne sont pas opérationnels, plusieurs commerçants ont été pillés et nombreux habitants réduits au chômage. Les opérateurs économiques n'importent plus de marchandises », regrette un habitant.

Denis Mukwege recommande la coupure d'aide militaire et financière au Rwanda et de lui imposer des sanctions économiques, afin de mettre fin à l'agression de la RDC. Selon lui, l'exploitation des ressources naturelles est le véritable nerf de cette guerre dans la partie est de la RDC. Le Prix Nobel de la Paix condamne « fermement cette nouvelle attaque du Rwanda-M23 à Goma mais aussi le silence complice et l'inaction de la communauté internationale face aux graves violations des droits de l'homme et des droits humanitaires commis en RDC ».

Jean-Jacques Wondo libéré pour se faire soigner. Selon son avocat, Carlos Ngwapishti, cette libération est d'ordre humanitaire pour permettre à son client de se faire soigner, après plusieurs sollicitations sans résultat escompté. Le 27 janvier dernier, Jean-Jacques Wondo a été condamné à la peine de mort et ne s'est pas encore pourvu en cassation dont le délai est de 40 jours à partir de sa condamnation en appel par la Haute Cour militaire. **Protestation de la Belgique.** Dans un communiqué du ministère belge des Affaires étrangères, Bruxelles exprimait sa « grande déception » et « une totale incompréhension » face à ce verdict, évoquant « la grande faiblesse des éléments présentés lors des audiences et l'absence manifeste de preuves crédibles ». En réponse, la Belgique avait décidé de rappeler temporairement son ambassadeur à Kinshasa pour consultations. Parallèlement, l'Ambassadeur de la RDC à Bruxelles était convoqué pour recevoir les « plus vives préoccupations » du Gouvernement belge.

Au Congo, les évêques tentent de reprendre la main. Sur le front de l'est, l'AFC/M23 a pris tout le monde de court lundi soir en annonçant un cessez-le-feu unilatéral prenant effet à partir de ce mardi "pour des raisons humanitaires" et affirmé n'avoir "aucune intention de prendre le contrôle de Bukavu ou d'autres localités". Sur le terrain, si l'accalmie est visible, les troupes antigouvernementales ne restent pas inactives. Plusieurs camions avec des renforts en hommes sont arrivés ce mardi à Goma. Sur le front militaire, les hommes de l'AFC/M23 sont entrés depuis quelques jours dans la province du Nord-Kivu et sont actuellement aux abords de la cité minière de Nyabibwe, à une centaine de kilomètres de Bukavu et environ 70 km de son aéroport, point essentiel pour les deux camps. Là, les rebelles font face aux troupes burundaises envoyées en support de l'armée congolaise. Le président burundais ne cesse de marteler qu'un conflit régional est en préparation. L'homme sait qu'il joue son va-tout sur ce front. Si les rebelles congolais soutenus par les troupes rwandaises prennent Bukavu, son régime, qui s'est rangé derrière Félix Tshisekedi, sera en grand danger. Sur le front diplomatique, les processus de paix de Luanda et de Nairobi ont clairement du plomb dans l'aile. Les autorités catholiques et protestantes congolaises (Cenco et ECC) tentent de reprendre la main. Elles défendent un dialogue inclusif dans lequel se retrouvent le pouvoir, l'opposition politique et l'opposition militaire. Le projet a été présenté lundi à Félix Tshisekedi. Les prélats ont aussi commencé à prendre langue avec les autres acteurs. Félix Tshisekedi consulte son entourage. Pour les pragmatiques, ce dialogue est une nécessité, les faucons n'en veulent pas, d'autres conseillent une démission avec les honneurs plutôt que l'affront d'une négociation avec les rebelles mais aussi avec les opposants politiques comme Kabila ou Katumbi qui reviendraient par la grande porte à Kinshasa. Un tour de table régional est attendu ce week-end en Tanzanie. Tshisekedi et Kagame y sont attendus. Les prochains jours seront déterminants pour un régime congolais complètement aux abois. (**La Libre Afrique**)

Mercredi 5 janvier.

Est de la RDC : une commission parlementaire pour proposer des stratégies de sortie de crise. «Du côté du Sénat, cette commission mixte comprendra les membres des commissions Défense et sécurité, Relations extérieures et socio-culturelles ainsi que Genre et famille. Cette commission fera rapport respectivement aux assemblées plénières des deux chambres. Il est entendu que tout sénateur qui le désire, pourra prendre part aux travaux de cette commission », a déclaré Jean-Michel Sama, président du Sénat, à l'ouverture de cette session convoquée à la demande du Chef de l'Etat.

Combats FARDC-M23 : début de l'inhumation des corps des victimes à Goma. Pour cette première journée, les équipes de la Croix-Rouge ont procédé à l'inhumation d'une centaine de corps sans la présence des membres de leurs familles dans les cimetières de l'Itigi Don Bosco. Les chiffres partagés par les autorités de la RDC font état de plus de 2 000 morts et de 1 000 blessés. Cet enterrement intervient après que des voix se sont élevées pour alerter sur l'état de conservation des corps dans diverses morgues et les odeurs dégagées par ces derniers, et ceux qui jonchaient les rues de

Goma depuis plusieurs jours. Malgré cette première étape, plusieurs corps n'ont pas encore été récupérés notamment ceux coincés dans des endroits difficiles d'accès.

Reprise timide des activités socio-économiques à Goma, après une semaine de paralysie due aux combats. Les quelques opérateurs économiques dont les activités n'ont pas été pillées essayent un tant soit peu de se relancer. Cependant, le grand défi actuel est celui de voir les opérateurs économiques rembourser les crédits bancaires alors qu'ils ont été victimes de pillages. Plusieurs boutiques, magasins et commerces ont été pillés et vandalisés. Ce qui plonge Goma dans un gouffre économique. Mais les habitants décident de regarder vers l'avenir.

Conflit RDC-Rwanda: la Chine veille sur ses intérêts dans la région. Dans une rare réprimande du Rwanda, Pékin a exhorté Kigali à tenir compte des appels internationaux et à cesser de soutenir les rebelles du M23. La Chine, qui a pris le 1^{er} février la présidence du Conseil de sécurité pour un mois, affirme que la RDC est une priorité. La position de la Chine sur les tensions actuelles entre la RDC et le Rwanda est déterminée par les principes généraux de sa politique étrangère et par son influence croissante en Afrique. En RDC, les intérêts chinois sont avant tout économiques. Le pays détient près de 70 % des réserves mondiales de cobalt, essentiel pour les batteries lithium-ion de véhicules électriques et l'industrie technologique chinoise. Pékin investit aussi dans les infrastructures pour faciliter l'extraction et le transport des minéraux. Sa présence en RDC lui permet d'accroître son influence en Afrique centrale. *Au Rwanda, c'est une autre approche.* La Chine mise sur des relations commerciales fortes, le développement d'infrastructures et l'essor du secteur technologique. Kigali, avec son économie stable et sa croissance rapide, est un partenaire stratégique en Afrique de l'Est. Pékin est d'ailleurs devenu son premier partenaire commercial. Les entreprises chinoises sont impliquées dans divers secteurs, de la construction à l'agriculture, et le Rwanda exporte vers la Chine des minéraux tels que l'étain, le tungstène et le tantalum. Les experts de l'ONU sur la RDC estiment qu'une bonne part de certains de ces minéraux est extraite au Congo et mélangé illégalement à la production rwandaise. Cette prise de position chinoise pourrait signaler une volonté d'affirmer son influence diplomatique et de rappeler qu'elle veille à ses intérêts dans la région. (RFI)

Le bureau Genre de Mongwalu dénonce l'exploitation des enfants dans les carrières minières. Selon responsable du bureau du Genre de Mongwalu, une dizaine d'enfants dont l'âge varie entre 4 et 14 ans et qui exerçaient le petit commerce local, ont été ramenés chez leurs parents par ses services car le travail des enfants est interdit par la loi. Ces parents, auteurs de ce traitement, ont été soumis au paiement d'une amende, pour décourager cette pratique. Elle demande aux parents de ne pas exposer leurs enfants aux risques d'accidents et de violences sexuelles courants sur les sites miniers.

Ituri : 100 civils tués par les ADF à Irumu en l'espace de 4 jours (Société civile). Depuis quatre jours, les rebelles des ADF ont intensifié les attaques contre des civils, en majorité des agriculteurs ainsi que des retournés dans la partie Sud du territoire d'Irumu, sur la RN4, entre Komanda et Luna. Ces rebelles sont venus mardi de la forêt, par petits groupes, pour s'attaquer aux civils. L'ONG CRDH constate « que tous les militaires, qu'ils soient Ougandais, Congolais, ne partent plus dans la brousse pour traquer les rebelles des ADF. L'ennemi est en train de tuer les gens à 5 km de la RN4 ».

Thérèse Kayikwamba : « Goma est assiégée, coupée du monde par une attaque pensée pour infliger le maximum de souffrances ». Pour la ministre des Affaires étrangères « cette offensive n'a pas seulement visé à prendre le contrôle de la ville, mais également elle a systématiquement détruit les infrastructures vitales plongeant la ville dans un black-out total. L'eau et l'électricité ont été délibérément ciblées, les routes principales coupées et même l'espace aérien verrouillé. Plus aucun convoi humanitaire, aucune évacuation médicale, aucun personnel d'urgence ne peut entrer ou sortir autrement qu'en passant par le Rwanda ». Elle revient aussi sur le nombre élevé des victimes enregistrées à Goma «chaque jour révèle de nouvelles horreurs. Il y a une semaine on annonçait 300 morts, puis 700, aujourd'hui nous dépassons les 3 000. Cette horreur chaque jour plus insoutenable, rompt le silence du monde... un silence à peine troublé par une déclaration grotesque du M23 annonçant un cessez-le-feu humanitaire, faut-il en rire ou en pleurer ? Comment peut-on évoquer l'humanité avec des mains encore trempées de sang des innocents, comment prétendre à la paix après avoir méthodiquement semé la terreur... ». Pour elle, cette déclaration d'un présumé cessez-le-feu du M23 est une mise en scène cynique, destinée à détourner l'attention pendant que l'irréparable se poursuit.

Conflit en RDC: les ONG dédiées aux violences sexuelles contraintes de limiter leur activité à Goma. À Genève, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est réuni mardi 4 février pour discuter de la situation en RDC, une situation qui préoccupe largement les organisations qui luttent contre les viols et les violences sexuelles. Présente lors de la séance à Genève, la directrice générale adjointe du Fonds congolais de réparations des victimes de violences sexuelles liées au conflit (Fonarev), a informé que, sur les 220 000 personnes identifiées depuis début novembre, près de la moitié sont issues de la province du Nord-Kivu. Pour les prendre en charge, le Fonarev avait mis en place des cliniques mobiles sur trois camps de déplacés autour de Goma. Un projet stoppé net dans son élan, en raison de l'occupation de Goma par le M23, appuyé par le Rwanda. « À ce jour, nous avons pu octroyer de soins médicaux et psychosociaux à plus de 10 000 victimes déplacées déjà identifiées, parmi lesquelles 58 % sont des femmes

et 20 % de ces victimes présentaient des pathologies liées au viol, commis soit au niveau de leur région d'origine ou au niveau de camp de déplacés ». Aujourd'hui, nous n'avons plus la capacité de pouvoir agir sur Goma, donc tous les efforts qui ont été consentis il y a quelques mois se voient réduits au néant, au niveau de Goma où il y a l'occupation de groupes armés.

Le Programme national sectoriel de lutte contre le sida dans le Nord-Kivu indique de son côté que le conflit a entraîné une recrudescence des cas de VIH dans la région. Des centaines de nouveaux cas d'infections ont été repérés lors de séries de dépistages dans dix sites de déplacés, rapporte le Programme. (**RFI**)

Jeudi 6 février.

Justice militaire : mandat d'arrêt international lancé contre Corneille Nangaa, chef du groupe rebelle de l'Alliance du Fleuve Congo (AFC), soutenu par le Rwanda. Corneille Nangaa est poursuivi pour des crimes guerre, des crimes contre l'humanité, l'insurrection, la tournure. La décision judiciaire de Kinshasa intervient cinq jours après que les biens du chef rebelle ont été affectés au patrimoine public de l'Etat congolais. En août dernier, Corneille Nangaa, ancien président de Commission électorale nationale indépendante, devenu chef rebelle avait été condamné à mort.

Est de la RDC: la Cour pénale internationale lance un appel à témoins sur le conflit. Selon plusieurs agences de l'ONU, au moins 2000 corps ont été enterrés et 900 autres corps sont toujours dans les morgues et les hôpitaux de la plus grande ville de l'Est de la RDC. Un nombre indéterminé de cadavres jonchent encore certaines rues. L'enquête de la CPI porte sur les crimes commis dans le Nord-Kivu depuis le 1er janvier 2022. Sans indiquer nommément qui sont les cibles des enquêtes en cours, le communiqué précise néanmoins que les recherches visent toute personne impliquée dans les crimes, quelle que soit son affiliation ou sa nationalité. Elles pourraient donc viser aussi les soutiens rwandais du M23, même si Kigali n'a pas ratifié le traité de la Cour pénale internationale, au contraire de Kinshasa. La Cour est bien compétente pour les crimes commis sur le territoire de ses États membres, peu importe la nationalité des auteurs. (**RFI**)

Dr Ngiyulu : « La prise en charge du cancer nécessite la compétence, les moyens et les structures ». « Pour traiter le cancer, il faut beaucoup de choses. Il faudrait non seulement poser les diagnostics, il faut avoir la compétence, les moyens et les structures pour le traiter », a fait savoir, Dr René Ngiyulu. Même les enfants ne sont pas épargnés par cette pathologie. L'ignorance des parents, le dépistage tardif, le manque de moyens financiers et de couverture de santé sont des freins à la lutte contre cette maladie en RDC.

Lancement de l'application « E-kazi » pour faciliter la création d'entreprises. « Ce nouveau système se caractérise par l'interconnexion entre tous les services intervenants, les services de l'Economie nationale, et le service national des Impôts. Désormais, au niveau du Guichet unique de création des entreprises, pour la création d'une entreprise, l'opérateur économique dépose son dossier tôt le matin, son établissement est créé le même jour. Mais si c'est une société c'est trois jours », a précisé le directeur général du Guichet Unique de création d'entreprises. Les personnes qui désirent lancer leurs entreprises peuvent désormais recourir à cet assistant virtuel pour obtenir en temps réel toutes les informations nécessaires.

« Nous avons rencontré le président Tshisekedi, Martin Fayulu et les autres, plus personne ne veut voir ce pays continuer dans des guerres » (CENCO-ECC) « Unanimement, plus personne ne veut voir ce pays continuer dans des guerres. Vous ne savez pas à quel niveau nous sommes humiliés comme nation au point que les autres pensent que les Congolais ne sont pas en mesure de trouver des solutions à leurs propres problèmes. Et ça c'est un défi national, qui doit dépasser nos contradictions pour que nous puissions passer l'intérêt du pays avant », a déclaré Éric Nsenga, secrétaire général de l'ECC. Il se réjouit par ailleurs de leur rencontre lundi dernier avec le chef de l'État. « Nous sommes sortis avec deux évidences. Nous nous sommes mis d'accord sur la compréhension de la crise, des enjeux et de leur pertinence. Nous sommes sortis avec une nette conviction sur la nécessité de la cohésion nationale. Cela constitue déjà un consensus », s'est-il félicité. L'objectif poursuivi dans cette démarche de dialogue est de construire un consensus national autour des valeurs, sous une approche mixte, à la fois interne et externe. Dans ses mots, la construction du consensus national doit tourner « autour des valeurs ontologiques et Bantu, qui ont fait preuve dans l'histoire de notre pays en ce qui concerne la résolution des conflits politiques, militaires, ethniques et communautaires ». Les contacts pour rencontrer Joseph Kabila et Moïse Katumbi sont dans une phase préliminaire. « Il y a eu des contacts préliminaires pour tâter le terrain, mais on n'a pas encore consulté le président honoraire et Katumbi », a-t-il dit, précisant que ces travaux pour la paix se feront dans des commissions, avec des thématiques précises. (**Actualité.CD**)

La lèpre persiste dans les zones santé du Haut-Katanga (Officiel). « Nos zones de santé ont enregistré 417 en 2024 dont 8 % présentant des infirmités visibles et 8% d'enfants. Ces données démontrent la persistance des foyers de transmission de la maladie dans notre province et témoignent d'un dépistage tardif des cas », a déclaré le ministre provincial de la santé du Haut-Katanga, en marge de la célébration de la journée mondiale de lutte contre la lèpre. A

cette occasion, il a encouragé toute la population à se faire traiter précocelement, une fois que les symptômes apparaissent sur la peau. Il a aussi déploré la stigmatisation des personnes déjà affectées.

L'aéroport de Goma ne peut recevoir des aéronefs dans son état actuel (Experts). La tour de contrôle vandalisée rend difficile toute opération de décollage ou d'atterrissement. Quelques appareils, équipements et documents importants facilitant le travail à la tour de contrôle auraient été détruits par des inconnus. Une partie des installations aéroportuaires touchée par les impacts de bombardements et de tirs. En outre, certains agents sont en déplacement ou vivent dans la clandestinité, craignant pour leur vie. Cette situation rend difficile toute activité de navigation à l'aéroport de Goma.

Est de la RDC: l'Alliance fleuve Congo/M23 instaure une administration parallèle à Goma

À Goma, l'Alliance fleuve Congo (AFC) – dont le groupe armé du M23 fait partie – a tenu, ce jeudi 6 février, son premier meeting. Des milliers de personnes étaient rassemblées au stade de l'Unité. À cette occasion, le mouvement a dit vouloir poursuivre son offensive, malgré le cessez-le-feu unilatéral qu'il avait pourtant annoncé en début de semaine. L'AFC/M23 a aussi officialisé mercredi la nomination d'autorités parallèles dans un communiqué. Erasto Bahati Musanga, désigné comme gouverneur, est bien connu pour être le chef des finances de l'Alliance fleuve Congo (AFC)/M23. En plus de ses fonctions financières, Erasto Bahati Musanga fait également partie des responsables chargés de superviser les recrutements au sein du mouvement. Il sera secondé par deux gouverneurs adjoints, dont Shadreck Amani Bahati. Ce dernier est un député provincial de la précédente législature. Ancien membre de la majorité présidentielle, il fait partie des premiers députés provinciaux à avoir appelé à un dialogue avec l'AFC/M23. *Nouvelles autorités à Goma nommées par le M23.* Julien Katembo Ndaleni a été nommé maire, assisté de Désiré Ngabo, nommé maire adjoint. Il s'agit d'un ancien membre des Wazalendo, ces groupes d'autodéfense locaux qui soutiennent les Fardc. Cependant, selon des sources sécuritaires, sa présence au sein de l'administration mise en place par l'AFC/M23 soulève des questions sur la loyauté au sein de certains groupes Wazalendo. (RFI)

Vendredi 7 février.

Antonio Guterres aux belligérants dans l'Est de la RDC : « Faites taire les armes ». La réurgence des combats enregistrés dans l'Est de la RDC depuis le début de l'année, note Antonio Guterres, a un impact humain énorme : « Des milliers de personnes ont été tuées - y compris des femmes et des enfants - et des centaines de milliers ont été forcées de quitter leur foyer dans l'est de la RDC. Nous constatons également que d'autres groupes armés, congolais ou étrangers, continuent de représenter une menace ». Les structures de santé sont débordées de blessés de guerre, a déploré Antonio Guterres. En outre, d'autres services de base, comme les écoles, l'eau, l'électricité, les lignes téléphoniques et l'internet, sont très limités. *Appel au dialogue.* « Respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC. Respecter le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire. Il est temps de mettre fin à cette crise. Il est temps de faire la paix », a-t-il insisté. Il a lancé cet appel à la veille de la tenue en Tanzanie d'un sommet conjoint des dirigeants de la Communauté de l'Afrique de l'Est et de la Communauté de développement de l'Afrique australe. L'accent sera mis sur la crise face à l'offensive du M23, soutenu par les forces de défense rwandaises.

Le Malawi annonce le retrait de ses troupes de l'est de la RDC. Mercredi soir, le président Lazarus Chakwera a ordonné aux forces de défense malawies de préparer leur départ, en s'appuyant sur un cessez-le-feu décreté par le groupe armé M23 le mardi 4 février, mais depuis rompu. Ces troupes faisaient partie de la mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), déployée en 2023 pour soutenir le gouvernement congolais face aux troubles dans l'est du pays. Selon la présidence malawienne, cette décision a été prise de bonne foi. Cependant, certains experts estiment que le Malawi aurait dû attendre la réunion de la SADC et de la Communauté de l'Afrique de l'Est avant d'annoncer son retrait. Un chercheur souligne que c'était au bloc régional de décider de la composition de sa force en RDC, et non au Malawi de prendre une décision unilatérale. Avec le départ des troupes malawies, l'effectif de la mission régionale chute à 4 000 soldats, contre 5 000 initialement prévus. Pourtant, selon le ministre de l'Information malawite, Moses Kunkuyu, le président congolais Félix Tshisekedi et la SADC ont bien été informés. Pour Lilongwe, ce retrait vise à « respecter la déclaration de cessez-le-feu » du M23, malgré la poursuite des combats. Bien que cette décision soit bien accueillie au Malawi après la mort de trois soldats le 25 janvier, elle pourrait fragiliser l'engagement régional dans la stabilisation de l'est congolais. Le sommet conjoint de la SADC et de la Communauté de l'Afrique de l'Est, qui débute ce vendredi 7 février en Tanzanie, devrait clarifier les modalités de ce retrait. (RFI)

La Cenco et l'ECC alertent la SADC et l'EAC sur la guerre qui endeuille les Congolais. Ces confessions religieuses regrettent que ces guerres qui remontent à 30 ans condamnent des milliers de Congolais à l'errance, la famine, la misère et divers autres traumatismes. Face à ce drame, la Cenco et l'ECC affirment vouloir informer les pays membres de la SADC et de l'EAC de leur initiative de sortie de crise durable, engagée dans une approche holistique de paix et de promotion continue du vouloir vivre ensemble en RDC. Ces deux entités ecclésiastiques ont également sollicité l'appui de ces deux organisations sous régionales dans leur démarche de recherche de paix. A travers leur démarche, les églises catholique et protestante disent vouloir mettre en place une dynamique de cohésion sociale qui,

aux efforts déjà engagés, vise une paix durable. Ces pasteurs ont en outre salué que le Chef de l'Etat congolais ait soutenu et encouragé leur initiative de paix qui bénéficie de l'adhésion de nombreux acteurs politiques et mouvements citoyens de la RDC. Ils se proposent par ailleurs de présenter leur projet aux chefs d'Etat de la sous-région des Grands lacs et aux représentants des organisations africaines.

Plus de 200 ménages sinistrés et sans assistance après la pluie à Bukama. L'administrateur de ce territoire, Kalenga Amadou, lance un appel à l'aide : « Je demande au gouvernement central et à toute personne éprise de bonne volonté de venir en aide à cette population du secteur Kapa-Mayi et de la chefferie de Butumba qui vit dans les conditions précaires avec risque d'attraper le choléra qui est déjà à nos portes. Je rappelle que nous en tant qu'administrateur de territoire nous n'avons aucun moyen pour assister notre communauté ». Quelques semaines plus tôt, une autre tornade était passée sur le village Manvungwe et Katondo, au groupement Upemba de la chefferie Butumba et avait détruit plus de 200 maisons.

Guerre dans l'Est de la RDC : Amnesty international appelle à un leadership régional contre l'impunité. Selon Amnesty, les États et les organisations intergouvernementales, notamment l'EAC, la SADC, l'Union africaine, les Nations unies et l'Union européenne, doivent intensifier leur engagement en ce moment décisif, dénoncer ceux qui rendent possibles les attaques se déroulant à Goma et au-delà, et faire clairement savoir que tous les responsables présumés de ces atrocités devront répondre de leurs actes dans le cadre des procès équitables. Il est grand temps, de faire en sorte que les auteurs de crimes relevant du droit international commis en RDC depuis près de 30 ans rendent des comptes.

Nord-Kivu : des déplacés sollicitent 3 à 6 mois pour organiser le retour dans leurs milieux d'origine. Ils ont formulé leur requête au lendemain de l'ultimatum du M23 aux déplacés de vider les camps, rapportent des sources locales. La majorité de ces personnes déplacées disent manquer de pouvoir regagner leur terroir souvent très éloigné de Goma notamment ceux de Kitshanga, Mwesso et Rutshuru. Bien que plusieurs sites se sont vidés au lendemain de l'entrée des rebelles à Goma, plusieurs familles sont encore dans les parages et cherchent à réunir les moyens pour atteindre leurs villages d'origine, affirment ces sources. Cependant le vaste site de Bulengo n'est pas vidé et la population déplacée exprime beaucoup de préoccupations pour son retour chez elle. D'autres déplacés n'ont plus de toit depuis que leurs maisons ont été incendiées ou détruites lors de la guerre. A cela s'ajoutent des craintes de ne pouvoir accéder à l'assistance humanitaire une fois dans les zones reculées et enclavées.

Pour Bintou Keita, il est impératif que des mesures urgentes soient prises pour stabiliser la région des Grands lacs et rétablir la paix. Elle l'a dit à Genève, dans son discours lors de la 37ème session spéciale du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans l'Est de la RDC. « Je rappelle la nécessité de poursuivre les négociations diplomatiques entre les Gouvernements de la RDC et du Rwanda, notamment dans le cadre du processus de Luanda. Je tiens à souligner le risque d'expansion du conflit dans la région si des mesures urgentes, dissuasives et contraignantes ne sont pas prises pour arrêter l'escalade de la violence ». Elle est revenue sur les conséquences de ces affrontements au Nord-Kivu : « L'expansion territoriale du M23 au Nord-Kivu, où il occupe en partie quatre des six territoires, et la prise de certaines localités du territoire de Kalehe, au Sud-Kivu, ont causé des déplacements massifs. De plus, nous constatons des violations et des atteintes aux droits de l'homme, des dégradations matérielles, et un accès encore plus incertain aux services sociaux de base. Autrement dit, la situation humanitaire s'est drastiquement détériorée ». Elle fait remarquer que « les activités agricoles et minières, principales sources de revenus pour la population et le gouvernement provincial, sont paralysées. En même temps, la lutte contre l'impunité des crimes graves promue par les autorités nationales risque d'être fortement entravée par les dommages causés aux institutions judiciaires de Goma ».

Conflit dans l'Est de la RDC: les chefs d'État de la SADC et de l'EAC vont se réunir samedi à Dar es Salaam. Les ministres des Affaires étrangères des deux blocs régionaux, réunis ce vendredi, ont déjà tenté d'accorder leurs violons. Pour que ces discussions soient un succès, la présidence congolaise a déjà fait part de ses exigences : un cessez-le-feu immédiat, le retrait du M23 et des forces rwandaises du territoire congolais, la réouverture de l'aéroport de Goma, la rétrocession de la ville aux autorités légitimes, et enfin, la condamnation du Rwanda. C'est sur ce dernier point, que l'EAC et la SADC, ont du mal à s'accorder. Vendredi, lors d'un sommet à Malabo, la Communauté économique des États d'Afrique centrale, « a condamné fermement le M23 et son allié le Rwanda ». Une position déjà adoptée la semaine passée par la SADC. « Mais au sein de l'EAC, il y a des acteurs directement impliqués dans le conflit » confie une source proche de la délégation burundaise qui pense que les États d'Afrique de l'Est devraient au moins s'aligner « sur le respect de l'intégrité territoriale et la souveraineté de la RDC ». Jeudi, Uhuru Kenyatta, l'ancien président kényan et médiateur du processus de Nairobi, a appelé la RDC et le Rwanda à un étroit dialogue, mais n'a pas condamné Kigali. (RFI)

Samedi 8 février.

« Le risque d'escalade de la violence n'a jamais été aussi élevé », alerte le Haut-commissaire Volker Türk. Le Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a affirmé le vendredi 7 février que le risque d'escalade de la violence dans toute la sous-région de Grands lacs n'a jamais été aussi élevé. Selon lui, tous ceux qui exercent une influence sur les parties impliquées, que ce soit des pays ou des acteurs non-étatiques, doivent redoubler leurs efforts pour éviter une conflagration et soutenir les processus de paix. Il l'a déclaré lors de la session spéciale du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits humains dans l'est de la République démocratique du Congo, tenue à Genève.

Goma : l'électricité rétablie après dix jours de coupure. Depuis le début de la semaine, environ 70 % de la ville bénéficie à nouveau de la desserte en énergie électrique, grâce aux efforts conjoints du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des techniciens d'une entreprise privée. « Cela a permis de relancer la station de pompage d'eau de Kyeshero, qui approvisionne plusieurs quartiers de Goma et divers établissements médicaux, dont l'hôpital CBCA Ndoshio. Des réparations supplémentaires seront nécessaires sur d'autres lignes pour rétablir l'alimentation à 100 % ».

Crise dans l'Est de la RDC : la CEEAC exige le retrait des troupes rwandaises du territoire congolais. Dans une déclaration commune, les chefs d'États et de gouvernements de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) réunis le 7 février à Malabo, appellent au retrait immédiat des troupes rwandaises du territoire congolais. Ils insistent également sur la nécessité de normaliser le fonctionnement de l'aéroport de Goma, afin de permettre le retour des membres des mécanismes de vérification régionaux, notamment le Mécanisme de vérification étendue Renforcé (MVA) et celui de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). Ils réaffirment leur soutien aux initiatives diplomatiques en cours, notamment les Processus de Luanda et de Nairobi, ainsi qu'à l'Accord-cadre d'Addis-Abeba de 2013. Ils exhortent la RDC et le Rwanda à respecter leurs engagements dans le cadre du processus de Luanda, afin de créer les conditions nécessaires à la convocation d'un sommet quadripartite réunissant la CEEAC, la SADC, l'EAC et la CIRGL, sous l'égide de l'Union africaine. Ils appellent également à la mise en place d'un couloir humanitaire sécurisé pour permettre le déploiement rapide de l'aide en faveur des populations de Goma et de ses environs.

Sommet EAC-SADC : Judith Suminwa représente la RDC à Dar-es-Salaam. Le président Tshisekedi qui se trouve à Kinshasa, échangera avec ses homologues en visioconférence. Kinshasa attend une résolution ferme des dirigeants de la sous-région, appelant à un cessez-le-feu immédiat et au retrait des forces rwandaises du territoire congolais. **La SADC et l'EAC ordonnent le retrait des forces armées étrangères non invitées du territoire de la RDC.** Il a aussi ordonné la reprise des négociations directes et du dialogue avec toutes les parties étatiques et non étatiques, y compris le M23, dans le cadre du processus de Luanda et de Nairobi. Le Sommet conjoint a demandé aux chefs des forces de défense de l'EAC et de la SADC de se réunir dans les cinq jours et de fournir des directives techniques sur : le cessez-le-feu immédiat et inconditionnel et la cessation des hostilités ; la fourniture d'une assistance humanitaire, y compris le rapatriement des personnes décédées et l'évacuation des blessés ; l'élaboration d'un plan de sécurisation pour Goma et ses environs ; l'ouverture des principales voies d'approvisionnement, notamment Goma-Sake-Bukavu, Goma-Kibumba-Rumangabo-Kalengera-Rutshuru-Bunagana et Goma-Kiwanja-Rwindi- Kanyabayonga-Lubero, y compris la navigation sur le lac Kivu entre Goma et Bukavu ; la réouverture immédiate de l'aéroport de Goma. « Le Sommet conjoint a appelé à la mise en œuvre du Concept d'opérations (CONOPS) du plan harmonisé de neutralisation et à la levée des mesures défensives du Rwanda et le désengagement des forces de la RDC comme convenu dans le processus de Luanda », indique le communiqué final. Le Sommet conjoint a réaffirmé le rôle essentiel des processus de Luanda et de Nairobi et a ordonné que les deux soient fusionnés en un processus Luanda/Nairobi.

Est de la RDC: réactions contrastées de Kigali et de Kinshasa après le sommet conjoint EAC-SADC. À la suite du sommet conjoint des chefs d'État de la SADC et de l'EAC qui ont lancé un appel à un « cessez-le-feu immédiat et inconditionnel » et à la fin des hostilités dans l'est de la RDC, ce samedi 8 février, à Dar es Salam, en Tanzanie, les réactions n'ont pas tardé. Pour le ministre rwandais des Affaires étrangères, cette réunion représente un sommet «historique et réussi » qui propose « des mesures immédiates, à moyen et long terme, pour la restauration de la paix et de la sécurité à l'est de la RDC ». A la télévision nationale, ce dernier s'est dit satisfait de l'appel à un cessez-le-feu immédiat et des résolutions des deux blocs qui correspondent, selon lui, à la position soutenue par Kigali avant le sommet. Alors que le gouvernement rwandais réclamait notamment la mise en place d'un dialogue direct entre le M23 et les autorités congolaises, les deux organisations régionales appellent bien, dans leur communiqué final, à des négociations entre toutes les parties au conflit, y compris le groupe armé, dans le cadre des processus fusionnés de Luanda et de Nairobi. L'autre motif de satisfaction pour le Rwanda réside dans l'absence de condamnation du pays pour son implication dans le conflit. À Dar es Salam, les dirigeants d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe se sont contentés de réaffirmer leur soutien à la RDC dans ses efforts de sauvegarde de sa souveraineté en demandant l'élaboration de modalités pour le retrait du territoire congolais des forces armées étrangères non invitées. A l'inverse, Kinshasa, de son côté, aurait souhaité que l'EAC et la SADC aillent plus loin. « Nous savons tous que, dans ce genre de sommet, les mots

sont choisis avec soin. Cela, nous le déplorons vivement parce qu'il s'agit ici de la vie de milliers de Congolais, regrette la porte-parole du président Félix Tshisekedi. C'est une agression [l'agression du Rwanda] qui est avérée et qui n'est plus à prouver, cela dure depuis trois décennies. Mais nous ne perdons pas espoir, nous savons que les lignes sont vraiment en train de bouger ». (RFI)

Bruno Lemarquis condamne le meurtre de trois humanitaires au Nord-Kivu. Le Coordonnateur humanitaire en RDC, condamne « avec la plus grande fermeté » l'attaque brutale qui a coûté la vie à trois travailleurs humanitaires de l'ONG HEKS/EPER, survenue le 5 février 2025, dans le village de Kabirangiriro : « Nos collègues humanitaires, ont été attaqués alors qu'ils œuvraient pour fournir une assistance vitale aux populations vulnérables touchées par les conflits dans le territoire de Rutshuru. Cette tragédie porte un grave préjudice non seulement aux familles des victimes et à leur organisation, mais également à la communauté du fait de la suspension des activités de l'ONG HEKS/EPER dans la zone de santé de Bambo à la suite de cet incident tragique. J'appelle à une enquête rapide et approfondie afin que les responsabilités soient établies et que les auteurs répondent de leurs actes », recommande-t-il.

Dimanche 9 février.

ACEAC: Donnons la priorité à « une résolution » qui favorise la dignité humaine en RD Congo

Les membres de l'Association des Conférences Episcopales d'Afrique Centrale (ACEAC), comprenant les évêques catholiques du Burundi, de la République Démocratique du Congo et du Rwanda, exhorte les dirigeants régionaux, continentaux et mondiaux à peser sur la crise dans l'Est de la RDC, en donnant la priorité à une solution qui promeut la dignité humaine et le respect des droits de l'homme. Les membres de l'ACEAC déplorent la violence du conflit, qui aurait entraîné des milliers de morts, des déplacements massifs et une aggravation de la crise humanitaire. « Avec un cœur qui saigne, nous partageons la douleur de tous ceux qui ont perdu des membres de leur famille ou des êtres chers, à la fois dans les rangs des troupes et des civils innocents, y compris de jeunes enfants », déclarent les évêques catholiques dans le communiqué daté du 6 février. Les membres de l'ACEAC « condamnent la violence abjecte qui continue à endeuiller notre sous-région et qui a plongé une fois de plus la ville de Goma dans la détresse et le désespoir ». « Nous appelons les représentants du pouvoir politique de la sous-région, de l'Afrique et du reste du monde, selon leurs compétences, à œuvrer pour une résolution de la crise qui privilégie la promotion de la dignité de chacun et le respect des droits des individus et des peuples », déclarent les membres de l'ACEAC. Ils ajoutent : « Nous invitons tous les fils et filles de la sous-région à s'unir pour briser le spectre de la division et de la haine, qui ne peut que désintégrer l'ensemble du tissu social et perpétuer la spirale de la violence ». Les responsables de l'Eglise catholique affirment qu'il est de la « conscience et du devoir de la solidarité interhumaine de venir en aide aux populations meurtries et de contenir les nécessités néfastes consécutives à une situation de guerre ». « Nous avons besoin de la solidarité de toutes les organisations et des hommes de bonne volonté pour aider les personnes qui souffrent », ajoutent-ils. Les membres de l'ACEAC exhorte également « tous ceux qui pêchent en eaux troubles, ceux qui tirent les ficelles dans l'ombre, les faiseurs de fausses nouvelles et ceux qui relaient les intoxifications et les produits toxiques, à ne pas créer de nouvelles conditions propices au chaos ». Ils encouragent les communautés chrétiennes à se préoccuper des victimes, en particulier des blessés et des déplacés, et à continuer à prier pour la paix. (ACI Africa)

Conflit dans l'est de la RDC: un bilan humain dramatique, une situation «terrible». Pour le directeur du Forum des ONG internationales, une plateforme qui regroupe 124 organisations internationales impliquées en RDC, la situation est « terrible ». « Les chiffres, dit-il, qui sont maintenant connus depuis quelques jours sur le nombre de morts, on parle de plus de 3 000 morts, on parle de près de 3 000 personnes qui sont blessées dans les hôpitaux, donnent une idée de l'ampleur de la crise que connaissent les humanitaires et à laquelle on redoutait de devoir faire face. Et donc, poursuit-il, c'est le cas aujourd'hui. Beaucoup de stocks ont été détruits ou pillés lors de la bataille de Goma. Énormément de médicaments manquent. Le niveau de traumatisme de la population des personnes qui sont dans les hôpitaux, ce n'est pas que des blessés, ce ne sont pas que des personnes qui ont été impactées par les combats, c'est aussi un nombre très, très élevé de victimes de violences sexuelles, y compris des enfants qui ont besoin d'assistance et de soutien médical et d'une présence constante à leurs côtés. Et les besoins en aide humanitaire sont considérables. On a aujourd'hui des hôpitaux débordés et des humanitaires qui sont sur place, qui sont présents, qui sont prêts à agir, mais qui sont très inquiets sur la façon dont ils vont pouvoir continuer à travailler dans les prochains jours », conclut-il. Pour le Forum, l'urgence, c'est l'établissement d'un pont aérien et donc la réouverture de l'aéroport de Goma. (RFI)

Des corps en décomposition empêchent les agriculteurs de Nyiragongo d'accéder dans leurs champs. D'après les sources locales, des affrontements intenses à l'arme lourde ont été enregistrés dans ces villages avant l'entrée des rebelles dans la ville de Goma. Ce qui justifie la présence des plusieurs cadavres qui traînent encore. Ce qui fait craindre le risque des épidémies. En outre, les mêmes sources évoquent la crainte d'engins non explosés mais aussi des armes abandonnées qui sont visibles dans les villages. Les habitants plaident pour des interventions des spécialistes en déminage.

Occupation de Goma par le M23 : l'administration et les institutions publiques du Nord-Kivu délocalisées à Beni, sur décision du gouverneur du Nord-Kivu. Cette décision découle logiquement de l'occupation de la ville de Goma par la rébellion du M23 et son allié, l'AFC, soutenus par le Rwanda, depuis le mois de janvier dernier.

Gesticulation et paralysie. La Belgique. Paris. L'Union européenne. Les Nations unies et bien d'autres ont annoncé leur détermination à imposer des sanctions ciblées contre Kigali pour son soutien aux troupes antigouvernementales congolaises qui ne cessent de gagner du terrain dans l'est de la République démocratique du Congo. Deux semaines après la chute de Goma, la grande ville de la province du Nord-Kivu, les sanctions se font attendre. Et les rebelles congolais continuent leur progression avec, cette fois, en ligne de mire, la ville de Bukavu, la capitale du Sud-Kivu. Un constat évident s'impose, les derniers "verrous" sont en train de sauter rapidement et le régime congolais de Félix Tshisekedi ne tient plus qu'à un fil. La communauté internationale pérore, gesticule, mais personne n'est disposé à aller trop loin pour défendre un régime qui a réussi à se mettre à dos la plupart des États africains et nombre de grandes capitales de par le monde. L'exemple le plus frappant est à chercher à Bruxelles. Depuis son arrivée au pouvoir, dans les conditions qui ont tout d'une supercherie grossière, la diplomatie belge a fait montre d'une cécité dangereuse. Elle a toujours déroulé le tapis rouge pour son ami Félix qui, dans son pays, corrompait les institutions, s'asseyait sur les textes de lois, emprisonnait ses opposants, et s'enrichissait sans frein sur le dos de 100 millions de Congolais dont la plupart vivent dans un dénuement total. Il aura fallu attendre la condamnation à mort d'un Belge à Kinshasa pour que notre pays se réveille et se décide enfin à montrer les dents lors de la confirmation, en appel, de cette condamnation et, le lendemain, suite à l'attaque contre notre ambassade à Kinshasa, menée par des troupes du parti présidentiel. Ce bras d'honneur à la Belgique, Tshisekedi l'a adressé à la plupart de ses voisins en ne respectant aucun de ses engagements. Il a aussi franchi toutes les lignes rouges en engageant des mercenaires et en armant des rebelles qu'il a tenté de présenter comme des patriotes. Difficile dès lors de se mobiliser pour porter secours à un chef d'État reconvertis en chef de bande. (La Libre Afrique)

Lundi 10 février.

Les élèves de Goma attendus dans leurs écoles ce lundi. Dans son message, le directeur de la province éducationnelle Nord-Kivu 1, précise que les activités scolaires vont reprendre ce lundi 10 février, dans les écoles primaires et secondaires de la ville de Goma et les bureaux gestionnaires qui n'ont pas été détruits lors des combats. **Pas de reprise des cours ce lundi à Goma malgré l'appel des autorités scolaires.** Dans plusieurs écoles du chef-lieu de la province, les élèves ont brillé par leur absence. Des sources sur place rapportent que de nombreux parents estiment que la situation sécuritaire n'est pas suffisamment stable pour envoyer leurs enfants à l'école.

Cyril Ramaphosa : « L'Afrique du Sud soutient le droit du peuple congolais de vivre à l'abri de toute force qui pille ses ressources naturelles ». « Je reviens tout juste d'un sommet des chefs d'Etat en Tanzanie sur le conflit dans l'Est de la RDC. Les résultats de ce sommet constituent une lueur d'espoir pour l'est de la RDC, en proie à des troubles ». Il rappelle que son pays a toujours soutenu que la diplomatie était la solution la plus durable à ce conflit. Pour lui, les résultats du sommet conjoint sont essentiellement des mesures de confiance en vue d'une paix durable.

Plus de 20 groupes armés sont nés dans le territoire de Beni depuis la prise de Bunagaga par le M23 en 2022 (PDDRC-S). Le chef d'antenne du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRC-S), dans le territoire de Beni au Nord-Kivu, appelle les différents groupes armés encore actifs dans la région à adhérer au processus de désarmement et de démobilisation afin de favoriser le processus de pacification. Selon lui, le contexte du moment ne devrait pas servir de prétexte pour justifier cette prolifération des groupes armés illégaux. Dans ce contexte le PDDRC-S continue à encourager les différents groupes armés à adhérer au processus de désarmement et de démobilisation. Il est temps pour tous de contribuer à la paix et à la pacification et que les autres groupes qui servent de bâquilles aux terroristes ne soient plus visibles dans le territoire de Beni.

Le gel de l'aide américaine, une décision aux conséquences particulièrement lourdes. En proie à une importante crise humanitaire depuis déjà plusieurs années, l'est de la RDC a vu sa situation encore empirer avec les violents combats qui ont précédé l'occupation de Goma par le groupe armé M23, soutenu par le Rwanda, ces dernières semaines. Avec près de 3 000 morts, autant de blessés et 700 000 personnes déplacées dans le chef-lieu du Nord-Kivu au mois de janvier selon les Nations unies, le bilan humain dans la région est dramatique. Mais alors qu'elles craignaient que les très importantes dégradations matérielles également provoquées par les affrontements ne compliquent leur travail, les ONG qui opèrent sur place ont vu leurs inquiétudes renforcées par la suspension par Donald Trump de toute l'aide internationale des États-Unis. Une aide qui, avec près d'un milliard de dollars, a représenté environ 70 % de celle versée à la RDC en 2023 et dont l'interruption sans préavis va bien sûr avoir d'innombrables conséquences. Coordinateur du Forum des ONG nationales, le CONAFOHD, qui regroupe plus de 500 organisations, confirme que les coupes auxquelles ces dernières ont déjà été contraintes à cause de la suspension de l'aide américaine ont des « conséquences immédiates et assez dramatiques. Des organisations qui faisaient des distributions dans des camps de

déplacés ont dû tout arrêter. Des organisations qui approvisionnaient des hôpitaux en médicaments ont dû interrompre leurs livraisons. Certains programmes de lutte contre la tuberculose, le paludisme ou le VIH ne peuvent plus continuer, ce qui met des vies en danger. Alors que la situation est déjà complexe, cet arrêt brutal de l'aide américaine est catastrophique ». Il est important que l'aide américaine soit maintenue et que les acteurs humanitaires aient une bonne visibilité sur ce qu'il va se passer. (RIF)

84 militaires des Fardc poursuivis pour l'assassinat présumé de civils et pillage à Kavumu, dans la nuit du 7 au 8 février dernier. Le porte-parole de la 3e zone de défense rappelle qu'il n'y a pas de place pour les brebis galeuses au sein de l'armée : « Ils ont été appréhendés et doivent être jugés publiquement et sanctionnés pour qu'ils servent d'exemple. L'indiscipline n'a plus de place dans nos forces armées. Ceux qui vont aller à l'encontre des normes, où qu'ils soient, ils seront tous sanctionnés et déférés devant la justice. Sans la discipline nous n'aurons pas une armée. Et pour cela les brebis galeuses qui veulent ternir notre image seront sanctionnés incessamment ».

Le Service national cultive 500 hectares de maïs au site agricole de Lovo dans le Kongo-Central, en projetant d'atteindre mille hectares l'année prochaine. « Le site agricole de Lovo au Kongo-Central qui peut devenir le plus grand centre de production céréalier de la zone ouest de la RDC, présente beaucoup d'atouts. Situé à 150 km de Kinshasa, il permet d'acheminer facilement les produits dans la capitale en plus d'un sol plus fertile que celui de Kanyama Kasese », a rapporté le commandant du Service National qui a visité ce site le même dimanche. Cependant, il évoque quelques contraintes par rapport à ce site, notamment un microclimat qui ne favorise pas la tombée des pluies suffisantes à Lovo, exigeant la mise en place d'un système d'irrigation très coûteux.

Dialogue en vue en RDC: "Ne perdons plus du temps si nous voulons sauver notre pays" (Fridolin Ambongo). Dans son homélie à la messe de ce dimanche 9 février 2025 consacrée à la paix et au réconfort des victimes dans l'Est de la RDC, l'archevêque métropolitain de Kinshasa estime qu'il est temps de passer aux actions en mettant en pratique la stratégie du dialogue. Pour lui, il n'y a plus de temps à perdre et il faut sauver la nation. "Dialogue, c'est le mot sacré, c'est le maître mot qui peut nous aider à sortir de notre situation actuelle. Nous trouverons des solutions à nos crises qui durent depuis des décennies en dialoguant même avec ceux-là que nous considérons comme les ennemis. Allez en profondeur signifie aussi que tous acceptent de s'asseoir autour de la même table et règlent leurs différends par le dialogue selon la palabre africaine. La nation est en danger, chaque minute qui passe est cruciale, ne perdons plus du temps si nous voulons sauver notre pays", a plaidé le Cardinal Fridolin Ambongo. Fridolin Ambongo a vanté le projet de sortie de crise porté par l'église catholique et l'église protestante. "Abandonnons cette superficialité, et sur la parole de Dieu osons aller en profondeur, la pêche miraculeuse peut se produire si nous adhérons notamment au pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble proposé par la CENCO et l'ECC. Allez en profondeur c'est consentir à l'appel des églises catholiques et protestantes qui demandent aux belligérants d'abandonner les armes et de rechercher une solution aux revendications par le dialogue", a ajouté Fridolin Ambongo. (Actualité.CD)

L'ONU salue la tenue d'un sommet africain, en présence des deux pays concernés. Organisé samedi à Dar es Salaam, en Tanzanie, ce sommet conjoint de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) faisait suite à l'offensive du Mouvement du 23 mars (M23), avec le soutien des forces armées rwandaises, dans deux provinces de l'est de la RDC. Dans un communiqué de presse publié après la réunion, les participants ont réaffirmé leur engagement envers l'intégrité territoriale de la RDC et se sont prononcés pour un certain nombre de mesures d'urgence. Ces dernières comprennent l'instauration d'un cessez-le-feu, la garantie d'un accès humanitaire, la sécurisation de la ville de Goma et de ses environs, l'ouverture des principales voies d'approvisionnement vers Goma et Bukavu, la protection de la navigation fluviale sur le lac Kivu et la réouverture immédiate de l'aéroport international de Goma. Lors d'un point de presse, à New York, le porte-parole adjoint du Secrétaire général de l'ONU, s'est félicité de la tenue du sommet conjoint. « Les Nations Unies sont déterminées à soutenir les mesures immédiates annoncées », a-t-il déclaré. **Éviter une guerre régionale**. M. Haq a appelé toutes les parties belligérantes à renouveler leur engagement en faveur du processus de Luanda, principal cadre de négociation entre Kinshasa et Kigali, et du processus Nairobi, centré sur la résolution du conflit à l'intérieur de la RDC. Parallèlement, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, a dit poursuivre son dialogue avec les parties belligérantes pour parvenir à une «désescalade immédiate» de la crise et une reprise du dialogue afin «d'éviter à tout prix une guerre régionale». À cette fin, il s'est récemment déplacé dans la capitale rwandaise et avait prévu de rendre à Dar es Salaam, en marge du sommet, pour s'entretenir avec les ministres des affaires étrangères des pays concernés. L'Envoyé spécial fera également partie de la délégation du Secrétaire général lors du sommet de l'Union Africaine à Addis Abeba les 15 et 16 février prochains, pour continuer de promouvoir les efforts de paix. (ONU)

Goma : les déplacés sommés de quitter les camps sous 72 heures. Les déplacés des sites de Bulengo et de 8e CEPAC, connus sous le nom de "Kimachine", à l'ouest de Goma, ont reçu cet ultimatum, imposé par les rebelles du M23 le dimanche 9 février, et qui expire ce mardi 11 février. Par crainte, certains occupants ont commencé à démolir

eux-mêmes leurs abris de fortune. Cependant, ce retour s'effectue sans aucun soutien logistique, contraignant chaque déplacé à se débrouiller par ses propres moyens. Beaucoup hésitent encore à partir. Ils évoquent l'insécurité persistante dans leurs villages d'origine et l'absence de ressources pour reprendre le cours normal de leur vie. Déjà, après la prise de Goma par le M23, plusieurs déplacés de Masisi avaient amorcé un retour vers leurs villages d'origine, faute d'assistance humanitaire dans les camps.

Mardi 11 février.

Les déplacés de Lubero appellent à l'unité et à la solidarité pour faire face à la crise humanitaire. Ces déplacés qui ont été contraints de fuir leur milieu après les massacres dans plusieurs villages du groupement de Mwenye par des groupes armés, ont exprimé leur préoccupation face aux pertes humaines, aux pillages et aux destructions massives dont ils ont été victimes, avec notamment l'incendie de leurs maisons d'habitation. Face à ce tableau sombre, ces personnes vulnérables appellent à une solidarité renforcée et à un soutien mutuel pour faire face à cette crise humanitaire profonde.

Le parti politique Le Centre s'oppose à l'initiative d'un dialogue national proposé par la Cenco et l'ECC. La Cenco et de l'ECC ont formulé cette demande il y a quelques jours, après la chute de la ville de Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, entre les mains des rebelles du M23, soutenus par le Rwanda. Dans une lettre ouverte adressée à ces deux églises Germain Kambinga, président national du parti politique Le Centre estime qu'il faut plutôt organiser la Défense nationale, mais pas négocier avec l'ennemi. Cet acteur politique pense que réunir les politiciens qui n'ont pour la plupart aucune expérience militaire et pour qui le dialogue constitue une tribune d'expression d'ambitions personnelles et des quêtes subtiles de positionnements politiques, est une démarche biaisée en amont et dont l'impact sur la guerre sera « nul si pas négatif ». Le parti politique Les Républicains Chrétiens, (LRC), a également adressé une lettre ouverte au chef de l'Etat lui demandant de rejeter l'initiative d'un dialogue national. Selon ce parti politique, l'histoire a prouvé que les accords avec les groupes armés fragilisent le pays et provoque la désintégration.

Le ministre de la Défense appelle le gouverneur du Nord-Kivu et ses collaborateurs à faire fonctionner la province, depuis la ville de Beni. Il est arrivé à Beni où s'est installé provisoirement le chef de l'exécutif provincial depuis l'occupation de Goma par les rebelles du M23, appuyés par le Rwanda. « Nous devons retenir que notre devoir à tous, c'est de défendre l'intégrité de la République démocratique du Congo. Si nous sommes tous engagés, si nous devons rester vivants, comme je l'ai dit l'autre fois, c'est ici au Congo et pas ailleurs. Et si nous devons mourir, c'est ici au Congo. Nous allons tout faire afin de mettre tout en œuvre pour que tout ce dont vous avez besoin vous arrive à temps ».

L'ONG CAFCO plaide pour l'ouverture d'un couloir humanitaire à Goma. Pour la directrice exécutive du Cadre permanent de concertation de la femme congolaise (CAFCO), ce couloir permettra aux humanitaires de faire parvenir de l'aide aux populations meurtries de Goma et de ses environs qui manquent de tout. CAFCO a fait cette proposition lors d'un échange, avec des évêques de la Conférence épiscopale nationale du Congo et de l'Eglise du Christ au Congo, dans le cadre du pacte social pour la paix et le bien-vivre. « C'est vraiment urgent. Les gens sont dans le dénuement total et les tueries continuent. Pour ceux qui ont survécu, pour qu'ils ne meurent pas de faim, de soif et de maladie, il sied d'hauser le ton maintenant pour qu'on ouvre un couloir humanitaire pour venir en aide à ceux qui ont survécu à ce drame».

Des jeunes alertent sur la présence d'engins explosifs non explosés à Goma, lors des combats qui ont opposé, il y a quelques jours, l'armée congolaise aux rebelles du M23. Cette organisation qui milite pour la protection des civils plaide auprès des organisations de déminage, notamment UNMAS, pour une inspection de toutes ces zones, afin de trouver des solutions à ce problème qui représente un danger permanent. « Nous avons déjà identifié plus de 22 restes explosifs de guerre dans la ville de Goma et ses environs, précisément dans le territoire de Nyiragong. Toutes les écoles devraient être minutieusement inspectées par UNMAS pour que nos enfants ne puissent pas tomber sur les engins explosifs. Nous continuons avec des sensibilisations dans le cadre de la protection des civiles ». En attendant que des solutions durables soient trouvées, les acteurs de l'organisation Jeunes Ambassadeurs pour la paix et le développement procèdent au marquage de certains endroits où ces engins explosifs dangereux ont été identifiés pour mettre la population à l'abri.

Des députés verts et le docteur Mukwege demandent à l'UE de ne plus acheter de minerais au Rwanda. On les appelle « minerais de sang ». Le coltan, le tungstène, l'étain et l'or, matériaux extraits dans la région des Grands Lacs, servent à fabriquer des smartphones. Les minerais finissent en partie les rebelles du M23, actifs dans l'Est de la RDC. Des députés écologistes européens tentent de pousser l'Union européenne à cesser d'acheter ces composants au Rwanda, avec l'appui d'une voix importante : celle du prix Nobel de la paix, Denis Mukwege. « Signer un accord sur les minerais stratégiques avec un pays qui utilise la violence pour les obtenir, pose une question morale et éthique auprès de l'U.E. ».

estime le prix Nobel de la paix 2018. Il y a un an tout juste, la Commission européenne signait un accord avec le gouvernement du Rwanda pour sécuriser son approvisionnement. Une façon de donner carte blanche au M23, dénonce le président de l'association Génération Lumière. « Est-ce que le fait d'avoir signé avec le Rwanda n'a pas finalement, quelque part, envoyé un signal positif de permissivité, de dire : "Vous pouvez le faire?" », s'interroge-t-il. Ce jeune militant écologiste actif dans l'Est de la RDC ne digère pas non plus la présence, aux côtés d'Emmanuel Macron, du président rwandais Paul Kagame : « Je tiens à le préciser et dire toute mon indignation. Parce qu'il a été invité au sommet de l'IA (alors que) nous sommes en guerre. Nous avons perdu 3 000 personnes à Goma. » La France n'envisage pour l'instant aucun changement dans ses relations avec le Rwanda. Les députés européens écologistes vont tenter de déposer une résolution au Parlement pour demander des sanctions ciblées et la suspension de l'aide militaire au Rwanda. (RFI)

Kinshasa : ODEP contre le dialogue prôné par les évêques de la CENCO et de l'ECC. Dans un communiqué, l'Observatoire de la dépense publique (ODEP), a rapporté qu'aucun dialogue ne se tiendra en RDC avec le Président rwandais et ses supplétifs alliés. Il a lancé un appel à la résistance patriotique, à un sursaut national et à une alliance stratégique entre la société civile résolument engagée, avec le peuple en révolte, tant en RDC qu'à travers la diaspora. Il a par ailleurs encouragé les Forces vives de la nation, en parfaite coordination avec le peuple ainsi que les forces de défense et sécurité à assumer la responsabilité de la résistance.

Au moins 52 civils tués en une nuit dans une attaque de la milice Codeco, dans la nuit de lundi à mardi 11 février, dans les localités de Laudjo, Lindu et Lodja, au territoire de Dguju (Ituri). Ils ont ouvert le feu sur des civils, et ont tué d'autres à coup de machettes, expliquent des témoins. Ces miliciens ont également mis le feu sur trente maisons d'habitation, créant une panique généralisée dans la région. Les victimes sont composées essentiellement de personnes déplacées qui vivaient dans des familles d'accueil.

En Ituri, le Gouvernement appelé à financer les projets sociaux après la suspension des activités de l'USAID. Une dizaine d'ONG exécutent des projets en Ituri, grâce au financement de l'USAID. Ces organisations interviennent dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité alimentaire, de la résolution des conflits, de la gouvernance sécuritaire, ou encore de la stabilisation. Depuis la suspension des activités de l'USAID par le gouvernement des USA, tous ces projets sont suspendus, sans espoir de reprendre. Un désarroi pour ces organisations, mais aussi pour des milliers de bénéficiaires. L'Ituri va connaître beaucoup de besoins au-delà de ce qui était déjà là et demande l'intervention d'autres bailleurs de fonds dont l'Union européenne, le gouvernement du Japon, de la Suède, de la Hollande et de la Grande Bretagne.

Mercredi 12 février.

L'ONG CRDH appelle l'armée à traquer les ADF responsables des dizaines de morts à Irumu en janvier 2025. Selon l'ONG la Convention pour le respect des droits de l'homme, (CRDH), après plusieurs mois d'accalmie, les ADF ont à nouveau attaqué les localités de Ndimo, Idohu et Bwanasura. D'autres incursions ont été menées toujours en janvier dernier, dans des villages situés à une dizaine de km à l'ouest de la RN4. D'après des rescapés, plusieurs autres personnes ont probablement été tuées dans ces villages, malheureusement inaccessibles, à cause de la présence des ADF. Le coordonnateur territorial de la CRDH, appelle les forces conjointes Fardc – UPDF, qui sont présentes à Ndimo, à organiser des opérations de traque de ces rebelles, afin de garantir la paix et la sécurité dans la région.

Après la prise de Goma par le M23, retours spontanés des déplacés dans leurs milieux, plus de 42 600 retournés à Masisi. Le territoire de Nyiragongo seul comptait plusieurs sites des déplacés : Kanyaruchinya, Don Bosco Ngangi, Kahembe et Bushagara, proches directs de la ville de Goma. En date du 4 février, le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) rapporte : « Dans le territoire de Nyiragongo, au moins 32 600 personnes déplacées ont regagné leurs localités d'origine dans les aires de santé de Kasisi, Buhumba et Kingarama. Ces retours soulignent la nécessité de renforcer la résilience communautaire dans des domaines prioritaires, notamment l'accès à l'eau, la réhabilitation des abris et la reconstruction des logements endommagés, la protection, l'éducation et la relance agricole », dit OCHA. Pendant la même période « un important mouvement de retour a été observé dans le territoire de Masisi, avec plus de 42 600 personnes (7 100 ménages) retournées dans les aires de santé de Sake, Kaduki, Kimoka, Kihindo et Shasha. Selon des sources humanitaires, ces retours représentent au moins 40 % des ménages qui étaient en déplacement », indiquent les sources humanitaires. **Calvaire des retournés** « Dans les zones de retour, plusieurs structures sanitaires pillées sont non fonctionnelles depuis plus d'un an, sans stocks de médicaments, ni mobilier. L'électricité fait également défaut. De nombreuses maisons et latrines ont été détruites par des incendies ou des bombardements, et le système de distribution d'eau potable a été gravement endommagé. Les écoles restent fermées. Selon les acteurs du secteur de l'éducation, au moins 214 écoles sont fermées depuis plus d'un an à dans le Nord-Kivu, en raison de leur occupation par des personnes déplacées, soit à cause de leur utilisation par des groupes armés. Cette situation projette d'énormes besoins en éducation d'urgence dans les zones de retour », affirme OCHA. Selon la même source, l'accès à la nourriture est très limité pour

les familles retournées. Elles ne disposent ni de réserves alimentaires ni des moyens d'acheter de la nourriture. La quasi-totalité des cultures et réserves alimentaires ont été pillées par les groupes armés, plongeant les retournés dans une grande précarité. Selon de récentes évaluations des mouvements de population dans la ville de Goma, au moins 60 % des personnes déplacées de Goma sont encore dans la ville et aux alentours. Les acteurs humanitaires prévoient de réaliser des enquêtes sur les intentions de retour afin de mieux comprendre la dynamique des mouvements de population, et de s'assurer que les retours sont volontaires, sûrs et dignes. (**Actualité.CD**)

La RDC éligible de nouveau à la loi américaine sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA). Cette décision a été communiquée au Gouvernement congolais le 11 février à Kinshasa par l'ambassadrice des Etats-Unis en RDC. Les opérateurs économiques congolais peuvent ainsi exporter leurs produits vers les États-Unis d'Amérique sans paiement des frais de douane et sans obligations de réciprocité. Dans ce document remis au ministre du Commerce extérieur, les États-Unis d'Amérique saluent les progrès réalisés par la RDC pour renforcer l'Etat de droit et les réformes économiques, ainsi que le recrutement des inspecteurs du travail pour protéger les droits des travailleurs.

L'ANVC va collaborer avec la mission d'enquête des Nations unies sur les exactions et crimes commis dans l'Est de la RDC. D'après son président, l'Association nationale des victimes du Congo (ANVC) documente régulièrement des faits et est disposée à fournir des éléments d'information à cette équipe attendue en RDC. Lors de la 37ème session spéciale du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans l'Est de la RDC, les Etats membres ont donné leur accord pour lancer une enquête sur les exactions y commises.

Félix Tshisekedi appelle les confessions religieuses à l'unité pour des initiatives inclusives de paix dans l'Est de la RDC. Il a formulé cette demande le 11 février lors sa rencontre avec les représentants des confessions religieuses, notamment des leaders des églises de réveil, kimbanguiste, et de la communauté musulmane. Les échanges ont porté sur l'initiative des évêques des églises catholique et protestante (CENCO et ECC) qui ont appelé à un dialogue national avec toutes les parties au conflit afin de trouver des solutions durables à la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC. Le représentant légal de l'église de réveil du Congo qui conduisait cette délégation, indique que le président les a conviés à mutualiser leurs démarches et propositions afin d'avoir un seul son de cloche des églises de la RDC sur des pistes de solutions à adopter à propos de la guerre dans l'Est.

Ouverture ce mercredi du procès RDC-Rwanda à Arusha, devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) à Arusha, en Tanzanie. A ce stade, a expliqué le ministre de la Justice et Contentieux International, il est question pour cette Cour de se prononcer sur la recevabilité et sur sa compétence de juger cette affaire. Lors de cette première audience, l'avocat-conseil du Rwanda a plaidé sur les exceptions d'incompétence de cette cour. Sur ce, il a demandé que la requête de la RDC soit rejetée parce qu'elle ne relève pas de la compétence de la CADHP. Les avocats-conseils de la RDC ont tous rétorqué, en prouvant la compétence territoriale élargie de la CADHP. Pour Me Jean-Paul Segihobe, la cour devra prendre en compte la requête de la RDC aussi longtemps qu'elle relève des faits commis en RDC, Etats membre de l'Union africaine.

Procès des militaires présumés meurtriers de Nyabibwe : le nombre d'accusés ne fait qu'augmenter, selon l'ampleur des recherches lancées par les services de sécurité. Ces derniers sont à la troussse des militaires accusés de pillages, viols, meurtre, vols et dissipation des minutiuns de guerre lors de leur fuite devant l'avancée des rebelles du M23 à Nyabibwe. D'autres militaires poursuivis de ces faits ont été interceptés à Uvira en fuite vers Kalemie. Les services de sécurité les ont ramenés devant le tribunal militaire garnison d'Uvira ou un autre procès a été ouvert. Au regard du nombre croissant des accusés, le tribunal a poursuivi leur identification en ce troisième jour du procès en flagrance.

Les rebelles du M23 occupent Kalehe au Sud-Kivu. Des sources proches de la 3e zone de défense confirment que les rebelles ont occupé Kalehe-Centre, siège des bureaux administratifs du territoire, après avoir déverrouillé mercredi 12 février la position défensive des Forces armées de la RDC à Ihusi au terme de violents affrontements qui ont duré 48 h.

RDC-Rwanda: des eurodéputées demandent un embargo sur les minéraux en provenance du Rwanda et la suspension des accords avec Kigali. Trois eurodéputées du groupe des Verts/ALE ont saisi la Commission européenne pour demander un embargo immédiat sur les minéraux étiquetés comme originaires du Rwanda, en raison de l'implication présumée de Kigali dans le conflit à l'est de la RDC. Dans une question écrite prioritaire, Majdouline Sbai, Sara Matthieu et Saskia Bricmont pointent le mémorandum d'accord signé en février 2024 entre l'UE et le Rwanda sur les chaînes de valeur des matières premières critiques. Ce texte prévoit des mesures pour interceppter les minéraux de contrebande et les rapatrier vers leur pays d'origine. Mais pour les eurodéputées, ces dispositions sont insuffisantes face aux attaques en cours en RDC. Elles demandent à la Commission d'interdire l'importation de ces minéraux en Europe, de suspendre le mémorandum ainsi que la feuille de route en cours avec Kigali, et de conditionner toute coopération future à l'adhésion du Rwanda à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et au retrait de ses

troupes de RDC. Le Rwanda est accusé par Kinshasa et plusieurs rapports d'organisations internationales de soutenir le groupe armé M23, actif dans le Nord-Kivu. Kigali dément ces accusations. ([Actualité.CD](#))

Jeudi 13 février.

Le Gouvernement condamne la violation du cessez-le-feu par le M23 après le sommet de l'EAC et la SADC. Les autorités congolaises rapportent que dans la matinée du 9 février, soit, moins de 24h après la tenue du sommet, les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda, ont bombardé des positions des Fardc, dans la localité Ndoluma, en territoire de Lubero, (Nord-Kivu). Le Gouvernement dresse le bilan de 14 morts, dont des civils, et plusieurs blessés. Il déplore aussi l'attaque par le M23 dans le territoire de Kalehe, au Sud-Kivu, de plusieurs autres positions des Fardc dans les localités d'Ihusi et de Munanira le 11 février dernier.

Une centaine d'enfants recrutés en deux mois au sein des groupes armés à Lubero, affirme l'ONG Enfant pour l'avenir et le développement (EADEV). Ils ont été enrôlés dans les groupes armés de Bana Bateseka, le groupe armé des Victimes des Massacres et le FPP/AP, des groupes armés locaux qui sont actifs dans notre territoire de Lubero». L'ONG dit constater avec regret la présence de 7 379 enfants en âge scolaire, dont 3 748 filles, parmi les personnes déplacées dans le territoire de Lubero et ses environs. Elle craint qu'à défaut d'aller à l'école, ces enfants puissent se retrouver dans la rue et être la cible facile des groupes armés qui recrutent ces enfants vulnérables, en leur miroitant un avenir radieux.

Kinshasa ferme son espace aérien aux avions rwandais. « Tous les avions civils et d'État enregistrés ou basés au Rwanda, ont l'interdiction formelle de survol et d'atterrissement sur le territoire de la RDC, en raison de l'insécurité liée au conflit armé ». Une mesure qui touche tout particulièrement les activités de Rwandair, la compagnie nationale rwandaise. Ainsi dans la soirée du 11 février, un premier avion ralliant la capitale rwandaise à Londres, a été contraint de modifier son plan de vol pour respecter « l'interdiction de survol et d'atterrissement ». Résultat : à l'arrivée, l'appareil s'est posé sur le tarmac de l'aéroport d'Heathrow avec plusieurs heures de retard. D'autres vols de la compagnie Rwandair en provenance de Kigali et à destination de Libreville, au Gabon, ou de Lagos, au Nigeria, ont également dû faire un détour pour éviter l'espace aérien congolais. Et chaque fois, les passagers concernés sont arrivés à destination avec plusieurs heures de retard. Pour les compagnies concernées, l'interdiction de survol du territoire congolais n'est pas sans conséquences financières puisque cette décision qui les constraint à rallonger leur route les obligent aussi à payer un surplus de carburant. ([RFI](#))

Les banques n'ouvriront à Goma que sur autorisation de la BCC à Kinshasa (banquiers). Unanimement, les représentants du secteur financier de Goma ont fait savoir aux rebelles que la décision autorisant la réouverture des banques relève des autorités monétaires à Kinshasa, en particulier, celles de la Banque centrale du Congo (BCC). **Les liquidités se font rares.** Cette fermeture des banques ne facilite pas la circulation de la monnaie et bloque les projets en cours d'exécution pour certains habitants. A la suite de cette rareté de l'argent liquide, c'est la spéculation qui s'installe dans le secteur du transfert de fonds électronique via les applications de téléphone mobile. Les agents qui font les transferts mobiles d'argent exigent une commission allant de 6 à 10% pour tout retrait qu'on peut effectuer. « C'est inadmissible ».

Risque imminent de pénurie de médicaments à Goma à cause de la fermeture de l'aéroport (Pharmaciens). Les pharmaciens affirment qu'actuellement, dans certains dépôts pharmaceutiques des médicaments ne sont plus disponibles depuis quelques jours. Ce sont ces dépôts qui distribuent les médicaments aux pharmacies qui revendent ensuite à la population. A cause de la rareté de certains produits dans les dépôts pharmaceutiques, leurs prix commencent déjà à augmenter. Cette augmentation va de 10% à 75%, rapportent des sources à Goma.

Le Parlement européen appelle à la suspension de l'accord UE-Rwanda sur les chaînes de valeur des matières premières. Ils ont levé cette option dans une résolution adoptée au cours d'une séance plénière, tenue à Strasbourg, en France. Cette mesure court jusqu'à ce que le Rwanda cesse toute ingérence en RDC, y compris l'exportation de minéraux extraits des zones contrôlées par les rebelles du M23. Ces députés ont également demandé aux États membres de l'Union européenne et aux institutions financières internationales de geler l'aide budgétaire directe au Rwanda jusqu'à ce qu'il permette l'accès humanitaire à la zone de crise et rompe tous les liens avec le M23. Pour ces élus, la Commission et les pays de l'UE devraient cesser leur assistance militaire et sécuritaire aux forces armées rwandaises pour éviter de contribuer directement ou indirectement à des opérations militaires abusives dans l'Est de la RDC.

Vendredi 14 février.

La délégation de la Cenco et de l'ECC échange avec Paul Kagame sur la sortie de la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des consultations menées par ces deux confessions religieuses auprès

de tous les acteurs susceptibles de contribuer à la sortie de la crise sécuritaire qui prévaut dans l'Est de la RDC. Les évêques ont apporté au Président du Rwanda, le message allant dans le sens de la recherche de la paix durable en RDC et dans la sous-région. Les évêques poursuivent leur démarche de bons offices au niveau international et national avant de fixer les modalités pratiques de leur plan de sortie de crise intitulé « Pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble en RDC et dans la région des Grands-Lacs ».

Le ministre congolais de la Santé annonce la création d'un corridor humanitaire pour Goma via Nairobi et Kigali. L'aéroport de Goma étant toujours impraticable après la prise contrôle de la ville par le M23 et l'armée rwandaise. Le ministre est aussi revenu sur le bilan des affrontements. Le constat du ministre est sans appel, le système de santé à Goma a été mis à rude épreuve et le bilan humain est très lourd. « Nous avons 939 morts dans nos morgues et ça ne compte pas les gens que nous avons enterrés. Plus de 458 enterrements en cinq jours. Ça montre que le carnage est largement au-dessus des 3 000 décès. » Dans les structures, il y a aussi des blessés, plus de 4 200 à ce jour avec une pénurie de produits médicaux d'où l'urgence d'un couloir humanitaire. Il passera donc par Nairobi et Kigali avant de rejoindre Goma pour faire entrer des médicaments et du personnel de santé : « Ce sont les mêmes qui travaillent tous les jours et donc il y a de l'épuisement du personnel. La négociation maintenant, c'est comment envoyer nos médecins, nos infirmières pour qu'ils aillent travailler sur place si la sécurité est garantie. Nous avons demandé qu'un couloir humanitaire aussi bien pour les intrants, les équipements que pour le personnel soit garanti. » Le ministre ajoute qu'il n'y a pas eu de discussions entre le M23 et le gouvernement. Ce sont les humanitaires et l'OMS qui ont mené les négociations. (RFI)

Crise humanitaire dans l'Est de la RDC : MSF appelle à un retour digne et volontaire et à une aide urgente pour les déplacés. « Certains camps se sont largement vidés, en quelques heures à peine. Les personnes déplacées partent avec le peu qu'elles ont. Nous ignorons dans quelles conditions elles feront le trajet jusqu'à chez elles et ce qui les attend là-bas. Mais il est crucial que ces déplacements soient volontaires et que les conditions d'accueil dans leurs zones d'origine soient sécurisées », alerte le chef des programmes urgences MSF à Goma. Plusieurs rumeurs et ordres contradictoires circulent parmi les déplacés, certains affirmant avoir reçu des injonctions d'évacuation de la part du M23, tandis que d'autres choisissent de rester par crainte de ce qu'ils trouveront sur place. Le manque d'informations claires renforce la vulnérabilité de ces familles. « La vulnérabilité des familles est extrême. Pour ceux qui partent comme pour ceux qui restent, l'assistance humanitaire reste plus que requise. Malheureusement, nous constatons sur le terrain que plusieurs ONG n'ont pas pu reprendre leurs activités ou ont suspendu leurs services ». Face à l'urgence de la situation, MSF déplore l'interruption de certaines activités humanitaires, limitant l'accès aux soins et aux services de base. L'organisation a constaté que certains déplacés, préparant leur départ, démantelaient les installations humanitaires pour récupérer des matériaux essentiels à leur survie, allant jusqu'à vider une clinique MSF et un centre de traitement du choléra à Lushagala en quelques heures. Afin de pallier le manque d'accès aux soins, MSF met en place des cliniques mobiles pour soutenir les structures de santé les plus éloignées de Goma et effectue des évaluations dans les villages de retour. Parallèlement, l'organisation continue de fournir une aide vitale aux résidents des camps encore en place, avec des soins médico-nutritionnels, des traitements contre le choléra et les violences sexuelles, ainsi que la distribution d'eau et de nourriture. MSF assure la prise en charge des blessés de guerre dans les hôpitaux de Kyeshero et de Virunga. (Actualité.CD)

Les évêques catholiques de la RDC rencontrent un groupe rebelle pour promouvoir la paix malgré l'opposition politique. Une délégation de membres de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) a rencontré Corneille Nangaa, le parti Alliance Fleuve Congo (AFC/M23), une coalition de groupes rebelles en République Démocratique du Congo (RDC) pour discuter de leur initiative pour un « pacte social pour la paix et la coexistence harmonieuse en RDC et dans la région des Grands Lacs ». Après la réunion du mercredi 12 février à Goma, le secrétaire général de la CENCO, qui s'est exprimé au nom de la délégation comprenant également l'Église du Christ au Congo (ECC), a souligné l'importance d'inclure l'AFC/M23 dans les efforts visant à restaurer la paix au milieu de l'aggravation de la sécurité et de la crise humanitaire dans l'est de la RDC. « Nous avons commencé à rencontrer des personnalités clés pour les impliquer dans ce processus de consolidation de la paix. Nous pensons que l'AFC/M23 a un rôle important à jouer, car 2025 est l'année de la paix pour nos églises. Notre priorité est la paix », a déclaré Mgr. Donatien Nshole a déclaré aux journalistes à l'issue de la réunion qui a duré cinq heures. Il a souligné l'importance d'écouter la population par l'intermédiaire de l'ordinaire local du diocèse de Goma, l'évêque Willy Ngumbi Ngengele. « C'est pourquoi nous sommes venus les appeler, les écouter et en même temps, à travers Mgr Willy Ngumbi, écouter la population, savoir comment les gens vivent ici, ce qui se passe, et j'apprécie l'accueil qui nous a été réservé », a déclaré Monseigneur Nshole. Selon le secrétaire général de la CENCO, la série de consultations doit se poursuivre jusqu'au retour de la paix dans ce pays en proie à des troubles. « L'AFC/M23, représentée par Corneille Nangaa, nous a expliqué les raisons de son action. Ce n'est pas à moi de le dire car je ne suis pas leur porte-parole, mais à ce stade, je peux dire que les écouter nous a encore plus motivés pour travailler à ce pacte », a déclaré Mons. Nshole. Nous avons compris qu'il y a beaucoup de choses qui pourraient être réglées si les Congolais s'asseyaient autour d'une table », a-t-il poursuivi. Les deux parties ont également discuté des préoccupations du peuple congolais, notamment l'exploitation illicite des matières premières de la RDC et la crainte d'une balkanisation compte tenu de la fragilité de la situation sécuritaire dans

l'est du pays. Le secrétaire général de la CENCO a relayé l'assurance de la coalition rebelle qu'elle n'est pas impliquée dans la dynamique de balkanisation ou d'exploitation illicite. « Ils nous ont expliqué comment les choses se passent dans ces zones », a déclaré Mgr. Nshole. Malheureusement, l'approche de dialogue adoptée par les églises catholique et protestante pour restaurer la paix en RDC n'a pas été bien accueillie par une partie de la classe politique du pays. L'Union sacrée de la Nation (USN), plateforme majoritaire du parti au pouvoir, a vigoureusement rejeté la démarche de dialogue, la qualifiant d'« individuelle ». Bien avant l'Union sacrée de la nation, le parti présidentiel UDPS/Tshisekedi s'y était également opposé, invoquant la nécessité d'adhérer au processus de Luanda sous l'égide du président angolais João Lourenço et au processus de Nairobi sous l'égide d'Uhuru Kenyatta, ancien président du Kenya. (**ACI Africa**)

Au moins 42 000 déplacés sont sans assistance dans le territoire d'Idjwi. Ils ont fui les combats entre le M23 et les Fardc du côté littoral du territoire voisin de Kalehe. « Ces personnes vivent dans des conditions déplorables. Il n'y a pas d'assistance et c'est pourquoi nous continuons à faire appel aux personnes de bonne foi pour venir assister ces déplacés. La communauté locale a déjà fait et continue à faire ce qu'elle peut en termes de solidarité mais leur assistance ne suffit pas », explique Moustafa Mamboleo, administrateur du territoire d'Idjwi.

Les hôpitaux de Goma ont enregistré 4260 blessés, selon le ministre de la Santé, depuis l'attaque de cette ville par les rebelles du M23. Le ministre de la Santé, signale que des infrastructures sanitaires ont été ciblées : trois centres de traitement de la variole du singe (Mpox) ont été attaqués, des patients disparus, 92 cas de choléra déjà recensés et des dépôts médicaux pillés. Il alerte aussi sur le risque de rupture totale des stocks médicaux dans une semaine. Il révèle qu'un corridor humanitaire est en négociation : l'OMS a obtenu un accord pour acheminer du matériel via Nairobi et Kigali. Les médecins sur place sont épuisés parce qu'ils travaillent sans repos. Une relève est indispensable, notamment en chirurgie pour soigner les nombreuses blessures par balle.

Félix Tshisekedi accuse ouvertement Joseph Kabilà d'être derrière l'opposition armée. "Le vrai commanditaire de cette opposition, c'est mon prédécesseur, c'est Joseph Kabilà. Mais il ne l'avoue pas, il n'assume pas ses actions", a déclaré Félix Tshisekedi lors de la Conférence de Munich sur la sécurité. Ces accusations surviennent alors que les rebelles du M23, soutenus par Kigali selon Kinshasa, ont pris le contrôle de l'aéroport de Kavumu, dans le Sud-Kivu, après une avancée rapide depuis la veille. Les Forces armées de la RDC affirment que des combats sont toujours en cours autour de cette localité stratégique. Félix Tshisekedi a affirmé que certains membres de l'opposition ont refusé de participer au processus électoral de 2023 car ils "préparaient la déstabilisation" du pays. "Ils ont échoué à empêcher les élections et maintenant, ils se rallient au Rwanda et au M23 pour tenter de faire tomber notre régime par la force", a-t-il accusé. Le chef de l'État congolais a par ailleurs dénoncé ce qu'il qualifie de "double standard" de la communauté internationale dans la gestion des conflits. Il a comparé la situation de la RDC à celle de l'Ukraine, estimant que son pays souffre d'un manque de soutien malgré des décennies de violence dans l'est du territoire. L'ancien président Joseph Kabilà, qui a dirigé la RDC de 2001 à 2019, n'a pas réagi publiquement à ces accusations. (**Actualité.CD**)

Les rebelles du M23 s'accaparent de l'aéroport de Kavumu au Sud-Kivu. L'aéroport de Kavumu au Sud-Kivu vient de passer en début de ce vendredi après-midi sous le contrôle des rebelles du M23, soutenus par le Rwanda. Les rebelles ont également pris d'assaut le centre commercial de la ville de Kavumu (30 km de Bukavu), rapportent des sources locales. Des sources concordantes à Kavumu renseignent que de Katana jusqu'à Kavumu, il n'y a pas eu de confrontation.

Sud-Kivu : Bukavu sous occupation des rebelles du M23. La ville de Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu, est passée, vendredi 14 février, sous l'occupation des rebelles du M23, appuyés par l'armée rwandaise. Les assaillants y sont entrés sans résistance sous les yeux de la population. Peu avant l'arrivée des rebelles à Bukavu, les militaires de l'armée congolaise avaient déjà dégarni leurs positions. Pour les uns, la capitale provinciale du Sud-Kivu aurait été déjà assiégée par ces rebelles pro-rwandais. Un autre courant a fait savoir que des militaires loyalistes se seraient retirés de la ville à la réponse de la société civile qui les appelait à éviter un bain de sang, à l'instar de ce qui s'était passé à Goma.

Samedi 15 février.

A Addis-Abeba, Judith Suminwa met en lumière les affres de l'agression rwandaise dans l'Est de la RDC. Profitant de la présence des chefs d'Etat africains venus participer au 38e sommet annuel de l'Union africaine (UA), la cheffe du Gouvernement de la RDC a appelé à plus d'unité et au respect de la souveraineté des Etats du continent noir. « L'heure est grave. Ce Conseil ne se réunit pas pour un simple différend diplomatique. Nous sommes ici parce qu'un État membre de notre Union, le Rwanda, a violé les principes fondamentaux de la charte des Nations unies et de l'acte constitutif de l'Union africaine », a-t-elle déclaré. Elle a également mis en lumière les conséquences humanitaires de l'agression rwandaise dans la province du Nord-Kivu. Elle a expliqué que l'occupation illégale d'une partie de son territoire par les troupes rwandaises, sous couvert du groupe rebelle du M23, constitue un acte de guerre et une menace pour la stabilité de toute la région. Devant les chefs d'Etat africains, la première ministre de la RDC a aussi accusé le

Rwanda d'engendrer une nouvelle rébellion, notamment l'Alliance fleuve Congo (AFC) de Corneille Nangaa, visant à renverser le Gouvernement congolais : « Ce n'est pas seulement la souveraineté de la RDC qui est en jeu. C'est le fondement même de notre union et son engagement à protéger les États africains contre toute tentative de prise de pouvoir par les armes », a insisté Mme Suminwa, évoquant les dangers d'un précédent pour l'ensemble du continent noir.

Seulement 6 radios sont opérationnelles sur plus de 17 dans les zones occupées par le M23 au Nord-Kivu (UNPC). L'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), sous-section du territoire de Lubero, au Nord-Kivu, se dit préoccupée par ce qu'elle qualifie de restriction de la liberté de presse dans ces zones où certains médias sont réduits au silence. Certaines radios ont été pillées lors de l'assaut de la ville de Goma par les rebelles du M23. D'autres ont été fermées, d'autres encore sont contraintes de diffuser uniquement la musique, sans relayer les informations des médias partenaires au niveau national. Le M23 impose des restrictions et interdit aux radios locales de relayer des chaînes de radio et de télévision émettant depuis la capitale, notamment la Radio-télévision nationale congolaise (RTNC).

Des ados en armes et des actes de pillage à Bukavu après l'avancée du M23/AFC. La situation reste tendue à Bukavu, où des scènes de chaos sont signalées après l'entrée des combattants de l'AFC/M23 dans la province du Sud-Kivu. Ce samedi, des tirs sporadiques résonnent toujours dans certains quartiers, tandis que des pillages se poursuivent dans certains coins de la ville. Vendredi, les combattants de l'AFC/M23 ont pris le contrôle de l'aéroport de Kavumu, à environ 30 kilomètres au nord de Bukavu. Depuis, ils n'ont pas progressé davantage vers la capitale provinciale mais ont tenu un meeting ce samedi soir à Miti, à environ 27 km de Bukavu. Dans la ville, l'insécurité grandit. Des groupes de jeunes, se présentant comme des Wazelondo, soutien aux Fardc, ont été impliqués dans des pillages, selon plusieurs témoignages. Des civils se seraient également livrés à ces exactions, certains étant qualifiés de "voyous armés" détruisant des commerces, mettant le feu à des boutiques et extorquant des habitants. Des images circulant sur les réseaux sociaux montrent des enfants de 13 ou 14 ans manipulant des armes en pleine ville. Des morts ont été signalés, mais aucun bilan officiel n'a encore été communiqué. Face à la situation, des groupes de volontaires commencent à se former dans certains quartiers pour tenter d'assurer une protection locale, notamment dans la commune d'Ibanda, au quartier Nyalukemba. "Dans ces conditions, Bukavu devient invivable", confie un habitant joint par téléphone. "La ville semble abandonnée, il n'y a plus aucune autorité visible pour sécuriser la population". L'AFC/M23, de son côté, affirme vouloir éviter le scenario de Goma. Ce samedi, des militaires Fardc ont été aperçus dans certains quartiers. La tension reste vive dans la ville, où les habitants, pris en étau entre l'avancée des combattants soutenus par Kigali, les pillages et la peur des combats, craignent une nouvelle escalade de la violence. (**Actualité.CD**)

Est de la RDC: Bukavu plongée dans l'incertitude après la progression de l'AFC/M23, l'ONU appelle au dialogue. Ce samedi 15 février à midi, la situation reste confuse et la peur domine parmi les habitants. Des crépitements sporadiques résonnent encore, bien que moins intenses qu'au lever du jour. Dans la commune de Kadutu, des habitants affirment avoir aperçu des militaires des Fardc. C'est également là que se trouve le grand marché de Bukavu où des scènes de pillage ont été rapportées. Une partie du marché a été incendiée, mais l'ampleur des dégâts semble moindre comparée aux pillages survenus la nuit de vendredi à ce samedi 15 février. Le calme demeure précaire dans le centre-ville. La circulation est totalement à l'arrêt. Ni voitures ni motos ne sont visibles dans les rues. Tôt ce samedi matin, des tirs ont été entendus aux abords du camp militaire Saio ainsi qu'à la place Major Vangu, dans la commune d'Ibanda. Une forte détonation a également retenti aux environs de 8h00, non loin du bureau de la 33e région militaire. **Qui contrôle la ville ?** En ville, l'incertitude domine. La plupart des habitants restent terrés chez eux. Dans certaines zones comme à Kadutu, au sud du centre-ville, quelques jeunes tentent timidement de sortir pour observer la situation. À la frontière, aucun agent congolais n'est visible à Ruzizi 1. De l'autre côté, au Rwanda, les activités fonctionnent normalement, mais le passage était très limité ce samedi matin. Seules quelques personnes ont traversé dans les deux sens. Certains habitants ont préféré quitter la ville de Bukavu. **Dégénération de la situation humanitaire.** Oxfam alerte sur la dégradation catastrophique de la situation humanitaire dans l'est de la RDC, à mesure que la situation sécuritaire évolue. À la destruction des sites de déplacement de Goma (Nord-Kivu), dans lesquels Oxfam travaillait pour aider les déplacés, viennent s'ajouter les déplacements d'autres habitants fuyant les combats dans la province voisine du Sud-Kivu. Tous ces événements se sont passés avec une coïncidence de la suspension de l'aide est États-Unis. Avec tout cela, les acteurs humanitaires se retrouvent dans l'incapacité et l'impossibilité d'assister, à temps, ces familles. On appelle à tous les donateurs de tourner les yeux vers ces populations qui sont souffrantes. Il y a des millions de gens qui peuvent même arriver à une situation très catastrophique si rien n'est fait. **L'ONU appelle au dialogue.** Lors de l'ouverture du sommet de l'Union africaine (UA), Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU a affirmé, ce samedi 15 février, qu'"il faut éviter à tout prix une escalade régionale" et que "la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC doivent être respectées." Quelques heures après que les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, soient entrés dans la banlieue nord de Bukavu, le secrétaire général de l'ONU a également appelé au "dialogue entre les parties belligérantes" dans l'est de la RDC. L'Union européenne a indiqué, ce samedi, examiner "en urgence" toutes les options à sa disposition. « Alarmé par la nouvelle selon laquelle les forces du M23 soutenues par le Rwanda se sont emparées de l'aéroport de Kavumu et sont entrées dans Bukavu, ignorant les appels internationaux au cessez-le-feu.

L'UE réfléchit d'urgence à tous les moyens dont elle dispose. La violation continue de l'intégrité territoriale de la RDC ne restera pas sans réponse », écrit sur le réseau social X Anouar El Anouni, porte-parole de l'UE pour les Affaires étrangères. (**RFI**)

Sud-Kivu : au moins 100 000 retournés manquent de maisons et services essentiels. Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), de nombreuses autres personnes déplacées restent bloquées dans des sites endommagés ou dans des communautés d'accueil. Le HCR regrette que la crise sécuritaire s'aggrave à mesure où des gens fuient vers des zones difficiles d'accès où l'aide humanitaire ne peut les atteindre en raison d'insécurité. A cette fin, cette agence du système de l'ONU a appelé à une cessation immédiate des hostilités afin de protéger les civils y compris des personnes déplacées. Le HCR a en outre exhorté toutes les parties à cesser les attaques contre les infrastructures civiles et à garantir un accès humanitaire sans entrave.

